

TRIMESTRIEL

n31 juin 2010

3 EUROS

**JOURNAL D'INFORMATION ET DE DEBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES**



Salut Stéphane !

Après la disparition de Stéphane Lamontagne, le salut d'IPNS à l'un de ses fondateurs.



Être du Plateau de Millevaches

Un "territoire en construction" sous l'oeil d'une anthropologue..



Notre forêt pour demain

Bois énergie, label PEFC... Espoirs et polémiques autour du bois et de la forêt.

IPNS

**ILS
PULLULENT
NOS
SAPINS**



Le bois : ça chauffe sur le plateau...



Ostensions

Vive la laïcité !

"Merci à Cyril Moré pour son article sur les Ostensions. Juste un petit reproche que je lui ferai, c'est d'avoir imprudemment employé le mot "sacrement", signe qu'il n'est pas encore parfaitement débarrassé de cette fichue culture judéo-chrétienne qui nous colle malheureusement à la peau. Mais comme

il dit, le combat n'est pas fini. Et j'espère, comme lui aussi je suis sûr, que la République finira bien par avoir raison de toutes ces références religieuses qui jalonnent notre calendrier, de Pâques à Noël en passant par l'Ascension et la Toussaint. Supprimons donc ces fériés qui font en outre tant de tort à notre économie. Aux chiottes la St Valentin et tous ces saints que nous ne saurions voir. Pourvu qu'un jour nos politiques, qui manquent trop souvent de courage, cessent de toujours reporter ces salutaires..., je veux dire ces saines réformes, à la Saint Glinglin ! Vive la laïcité ! Curés et grenouilles restez dans vos bénitiers ! De grâce..., je veux dire s'il-vous-plait, cessez de vous afficher sur la place publique pour racoler les badauds."

Joseph Mazé

Des lecteurs souhaitent connaître le texte du jugement concernant les subventions publiques aux ostensions. Nous en publions ci-dessous un extrait.

"Considérant qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat, Considérant que les Ostensions limousines ont pour origine la croyance en la guérison miraculeuse à Limoges, en l'an 994.../...que, certes ces manifestations sont parfois organisées par les communes elles-mêmes ou par des confréries dont les membres sont des laïcs et présentent le caractère de cérémonies traditionnelles dont l'intérêt historique, culturel, touristique et économique n'est pas négligeable.../...que, pour autant, et dès lors qu'elles trouvent leur fondement même dans la vénération de saints catholiques et que leur objet est la présentation au public des reliques de ces saints, elles ne peuvent être considérées comme ayant perdu leur caractère de cérémonies du culte de la religion catholique ; .../...le département ne pouvait, sans méconnaître les dispositions de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, accorder des subventions, ... aux communes ou associations organisatrices des Ostensions limousines de l'année 2009.../... Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les requérants sont fondés à demander l'annulation de la délibération du 9 mars 2009 ... etc."

Consulter l'intégralité du jugement sur le site : <http://www.republique-laique-quinet-briand.org/>



Un creusois au bord du lac
qui mange son pain dur
picoty, picota
fait un plouf et puis s'en va !

ça va pas, vous déraillez ?



Comment ? vous n'êtes pas au courant ?
le Lac de Vassivière est partenaire du
Groupe Picoty, le groupe pétrolier Avia,
pour sponsoriser Fournier et Criquioche
au départ de la course "La Route du Rhum"
à bord d'un Class40.

ben, on en a bien du pognon !



40 000 €, c'est pas rien ! enfin, juste de
quoi avoir le logo dans le coin d'une voile !
espérons qu'il ne coulera pas tout de
suite car à Vassivière on a surtout
l'habitude de "prendre la tasse" !

c'est sûr, on peut pas dire qu'on a le vent
en poupe !



On nous parle de charte paysagère, de respect
de l'environnement, de la qualité de l'eau ...
et on s'allie avec un groupe pétrolier !
On nous parle de démocratie et les décisions
sont prises par le président du Lac de
Vassivière, seul, au mépris du conseil syndical !
quelle incohérence !

allez, au lieu de la tasse, allons
prendre un verre !

m.bernard

Joseph Mazé

Nucléaire

Si la CRIIRAD fut à plusieurs reprises citée dans l'article sur les anciennes mines d'Uranium dans le n°29 d'IPNS, ce ne fut pas le cas dans le dossier Uranium paru dans notre n°30. Un lecteur a souhaité présenter la spécificité de cette association.

"Cette association est la seule du genre en France. Elle a les validations pour faire les mesures de radioactivité. Elle apporte le soutien logistique aux associations qui le lui demandent. Elle organise des formations pour tous publics. Et elle s'est toujours refusée à participer à des collectifs organisés par les instances administratives ou de sûreté nucléaire. Pour la simple raison que ces collectifs sont essentiellement là pour cautionner ces dites instances. Ce mois de mars, la Criirad a décliné la

proposition de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) d'afficher sur le site internet de l'IRSN ses propres résultats. Parce que l'IRSN voulait afficher les résultats bruts sans les interprétations. En clair : "tu me cautionnes par ta présence mais avec des chiffres sans intérêt, ou que moi, IRSN, j'interpréterai à ma manière".

Ne pas oublier que la DRIRE, l'ASN (autorité de sûreté nucléaire), l'IRSN, en charge de la protection des citoyens, n'ont pas beaucoup de poids face à Areva. Ils se connaissent trop bien, et surtout Areva se comporte en conquérant mégalomane, sûr du soutien politique indéfectible de l'Elysée (vitrine de la France, "pôle d'excellence", lien privilégié avec notre arsenal nucléaire).

Dernier avatar de l'ASN : le décret publié en mai 2009, malgré l'avis défavorable de l'ASN, autorisant à inclure des déchets radioactifs dans les produits de construction et les biens de consommation."

CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité) :
04 75 41 82 50 - www.criirad.org

Le 16 décembre 2009, la DRIRE du Limousin a commandé à la CRIIRAD des analyses de sédiments et d'eau de surface dans le cadre de contrôles inopinés effectués sur trois anciennes mines d'uranium de la Creuse, dont Hyverneresse. Les résultats des prélèvements effectués en présence de la DRIRE et d'AREVA NC sont dorénavant disponibles sur :

http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=448
Sur le site d'IPNS, consultez le dossier de Pierre Seignol "Pour comprendre le nucléaire et ses dangers"

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse mail suivante : contact@journal-ipns.org

IPNS

Trimestriel édité par l'association IPNS.

Clin d'oeil à "l'imprimé par nos soins" que connaissent les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.

Directeur de publication : Michel Lulek
23340 Faux la Montagne
Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard
Imprimerie : Rivet Presse Edition
Imprimerie labellisée Imprim'vert.
Commission paritaire : 1012 G 81797 - ISSN : 1635-0278
site : <http://journal-ipns.org>

IPNS - Je m'abonne !

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 12 € ☐ , de soutien 15 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 24 € ☐ , de soutien 30 € ou + ☐

BON à retourner à : IPNS - 23340 - FAUX LA MONTAGNE

Salut Stéphane !

Si au cours des dix - quinze dernières années vous avez un tant soit peu tâté de la vie associative sur le plateau, vous le connaissiez forcément. Du MRJC aux Plateaux Limousins au Villard et à Solidarité Millevaches, de De fil en réseaux à IPNS dont il fut un des fondateurs, Stéphane Lamontagne était de ces "meneurs" qu'aucun obstacle ne semble effrayer. Il y a deux ans il partait avec Leïla, sa compagne, tenter une nouvelle aventure : s'installer comme agriculteur sur l'île de Miquelon - 500 habitants perdus dans l'Atlantique Nord. Là-bas, ils avaient donné naissance à leur petite Amel. Et puis voilà que brusquement tout s'est arrêté. Un accident à la con sur un tracto-pelle en drainant les champs d'un copain... A 6000 kilomètres de là, le 24 mai, tous ses amis du plateau, désemparés et chamboulés, apprenaient qu'ils ne le verraient plus. Impossible pour IPNS de ne pas lui adresser ici un grand salut, fraternel et douloureux.

L'équipe d'IPNS



"Dis voir, Mich, comment tu le cuis le brochet ?" Il voulait apprendre à pêcher le brochet, alors un matin, j'ai emmené Stéphane à Vassivière, au ponton d'Auphelle.

Il a pris son premier brochet, pas bien gros, 55-56 cm, et il est reparti tout de suite à Villepragoux pour le cuisiner !

Après 30 ans de vie associative et syndicale, je n'avais pas envie de me rebrancher dans les mêmes galères, mais il m'a entraîné au Villard, "tu verras, c'est rien juste un petit coup de main"... Pour IPNS, c'est pareil, "Viens nous donner un coup de main..." De coup de main en coup de main, de cochonnailles en cochonnailles, la vie était belle. Un petit coup de pêche pour les enfants du CEL de Royère, du jus de pomme à Vasijeunes...

Il m'a foutu le feu dans ma retraite que je voulais

peinarde !

Faire le cochon ensemble, c'était pas une mince affaire ! La corde n'était pas adaptée au palan, le palan ne marchait plus, ses deux cons de chiens ont bouffé le boudin qui était à refroidir... N'empêche, 2 cochons dans la foulée, un de 140 et un de 150 kg, c'était un peu la galère. Quand on lui a donné Peggy, elle ne faisait que 40 kg, et quand Stéphane l'a refilé à Jérôme, elle avoisinait déjà les 250 kg.

Le bois avec les gosses de l'aide sociale, en dessous de Masgrangeas, pour finir chez le toubib, car il m'avait éclaté 2 doigts en poussant une bille de chêne...

Je n'ai que des souvenirs de poilades avec lui ! mais, merde que des souvenirs.

M. Bernard



Le 10 février 2010, le Syndicat ASSO (Actions des salariés du secteur associatif) est né. Un syndicat pour le secteur associatif ? Quelle drôle d'idée, diront certains... Laissons la parole à ses créateurs à travers un bref résumé du compte rendu de l'assemblée constitutive.

Comment tout a commencé ?

En quelques décennies, le secteur associatif est devenu un milieu professionnel, où des salariés viennent concilier vie professionnelle et sens. En France, on estime à 1,8 million le nombre de personnes qu'il emploie dans différents champs professionnels. La culture du secteur associatif,

souvent fondée sur un engagement personnel et militant, conduit à des questionnements autour du statut du salarié, de ses limites face à des employeurs qui n'assument pas toujours leurs responsabilités, n'acceptent parfois pas leur rôle et confondent souvent l'engagement de leurs employés et leur statut de salariés.

Cette situation aboutit à des dérives dans le droit du travail, en contradiction avec les valeurs et les missions de l'association, occasionnant des relations salarié-employeur difficiles voire conflictuelles. Et le salarié qui ne sait comment défendre ses droits en arrive à questionner sa propre légitimité.

Pourquoi un syndicat ?

Après discussion sur un espace d'échange sur nos difficultés nous sommes arrivés à une évidence : pour défendre nos droits, la forme d'organisation la plus appropriée est le syndicat.

Nous pensons qu'une organisation syndicale est nécessaire pour que les salariés d'un secteur très atomisé, où beaucoup sont seuls salariés dans leur structure, puissent trouver le soutien et les ressources nécessaires à la défense de leurs droits, lorsque cela s'avère nécessaire.

Une organisation syndicale qui réponde à la spécificité du secteur associatif liée à l'engagement de ses salariés comme de ses employeurs, mais aussi à des relations avec les employeurs très complexes (puisque eux aussi sont militants).

Et pourquoi s'affilier ?

Nous avons été très vite d'accord sur la nécessité d'être affilié à une confédération ou une union syndicale :

- Parce que le combat syndical, même s'il est spécifique, ne peut se concevoir comme se suffisant à lui-même, en dehors de la société et des luttes syndicales qui sont menées plus globalement en France

- Parce que l'affiliation renforce démarches et revendications, du point de vue politique et du point de vue de notre capacité à répondre à la demande des salariés (échanges d'expériences et de compétences)

Nous avons choisi d'adhérer à l'Union syndicale Solidaires parce qu'elle oeuvre pour faire du syndicalisme un outil efficace au service des revendications des salariés, des privés d'emploi, des laissés pour compte. Un syndicalisme de transformation sociale, porteur d'avenir, pour une répartition égalitaire des richesses et réaffirmant qu'un autre monde est possible. Solidaires favorise, impulse et soutient les formes d'organisation où les salariés organisent et dirigent eux mêmes leurs luttes, regroupant syndiqués et non syndiqués, ce qui permet le contrôle collectif, c'est-à-dire par les salariés eux-mêmes, du mouvement.

Enfin, la mise en commun de certains sujets et de certaines luttes avec les autres syndicats de la fédération sera aussi intéressante.

Voir <http://syndicat-asso.fr>
et <http://www.solidaires.org>

Notre forêt pour demain

deuxième partie

Depuis qu'elle s'est imposée sur le plateau, la forêt du Millevaches n'a pas cessé de faire parler d'elle. Et ce n'est pas fini ! Après la première partie de notre dossier sur ce sujet (IPNS n°28), dans laquelle nous parlions surtout de l'aspect sylvicole de la question, nous revenons à nouveau sur le sujet. D'abord pour aborder la question plus en aval, en abordant entre-autres le bois énergie. Ensuite parce que le débat sur la gestion forestière vient d'être relancé avec le magazine du plateau n° 179 de Télé Millevaches (avril 2010), intitulé "PEFC, le label qui cache la forêt."

L'avenir du bois énergie sur le plateau

Le plateau de Millevaches est très représentatif des différents types de filière bois énergie que l'on peut trouver en Limousin. Il est au cœur d'une dynamique régionale caractérisée par l'émergence de projets de chaudières et de réseaux de chaleur dans les villes se trouvant en bordure et sur le plateau. Des villes comme Bourgneuf, Felletin ou encore Egletons regroupent les plus importantes scieries du Limousin en volume de bois scié dans des zones bois spécialement conçues pour les accueillir, et deux nouveaux réseaux de chaleur sont actuellement en projet à Gentioux et à Royère. Le plateau possède également une réalité administrative avec le PNR. Dans le cadre de la charte forestière actuellement en cours d'élaboration, un groupe de travail bois énergie s'est déjà réuni plusieurs fois pour discuter des enjeux et objectifs du développement de la filière. Au-delà de l'intérêt général, les discussions font apparaître en filigrane les intérêts particuliers de chacun des intervenants (scieurs, exploitants forestiers, agriculteurs, associations, collectivités).

Un territoire représentatif des différents types de filière bois-énergie

Il n'existe pas une seule filière bois-énergie, mais plusieurs. Elles diffèrent les unes des autres en fonction des types de combustible utilisés le plus souvent, mais aussi en fonction des maîtres d'œuvre à l'origine des projets, de la puissance des chaudières installées, de l'usage de la chaleur, etc. Tous ces éléments conditionnent et expliquent les différents circuits d'approvisionnement des chaudières (c'est-à-dire le parcours du combustible de son lieu de production à son lieu de consumma-

tion). Cependant, en Limousin plus de 90% des combustibles utilisés dans les chaudières de moyennes et grosses puissances (de 100 à 70 000 kW) sont des produits connexes de scierie. En effet, la plupart des projets de chaudières automatiques ont émergé car les scieurs et les autres usines de transformation du bois (menuiseries, usines de trituration) possédaient des déchets de bois qui n'avaient pas de débouchés. Ces déchets ont changé de dénomination pour devenir des "produits connexes". Ils comprennent les écorces, les dosses et les délinures, des chutes diverses, des sciures et des copeaux de bois et peuvent représenter jusqu'à 50% du volume total de bois scié pour une entreprise (ce qui n'est bien évidemment pas le cas pour les usines de la seconde transformation). On parle également de plaquettes de scierie lorsque les chutes de bois ont été broyées. Elles peuvent

être blanches ou grises en fonction du taux d'écorce qu'elles contiennent. Dans la plupart des cas, les entreprises du bois ont investi dans des chaudières soit pour faire fonctionner des séchoirs à bois soit pour chauffer leurs locaux. Le premier cas est illustré par les scieries Ambiance Bois (345 kW- Faux-la-Montagne), Cosylva (3560 kW- Bourgneuf), Gatignol (725 kW - Saint Angel), le second cas par des usines comme Ozoo (2500 kW - la Courtine), Jeld Wen (3400 kW - Ussel) ou encore Parquets Marty (Bourganeuf). Dans le premier cas, les scieries valorisent le bois scié en le séchant à un moindre coût, dans l'autre, il s'agit de réduire la facture de chauffage des grands bâtiments d'usine. C'est également cette ressource connexe qui a favorisé l'émergence de projets de chaudière menés par des établissements, des collectivités ou encore des associations. Sur le plateau, nous retrouvons ce cas de figure à Faux-la-Montagne, avec la scierie Ambiance Bois qui vend des produits connexes à la SCI à notre Guise ainsi qu'à la mairie pour faire fonctionner une chaudière de 100 kW dans le premier cas et de 290 kW dans le second. De même, nous pouvons mentionner de nombreuses chaudières fonctionnant avec des produits connexes à Peyrelevade dans le quartier des HLM, à Ussel (collège Voltaire, maison de retraite, centre hospitalier ou encore le quartier des HLM de la Jaloustre)... Un peu plus loin, à Neuville le lycée agricole est chauffé avec une chaudière bois fonctionnant avec les produits connexes de scieries locales.

Enfin, nous verrons que les réseaux de chaleur de Felletin, de Bourgneuf et d'Egletons ont vu le jour car ils étaient assurés de disposer d'une ressource en produits connexes importante. La présence d'in-

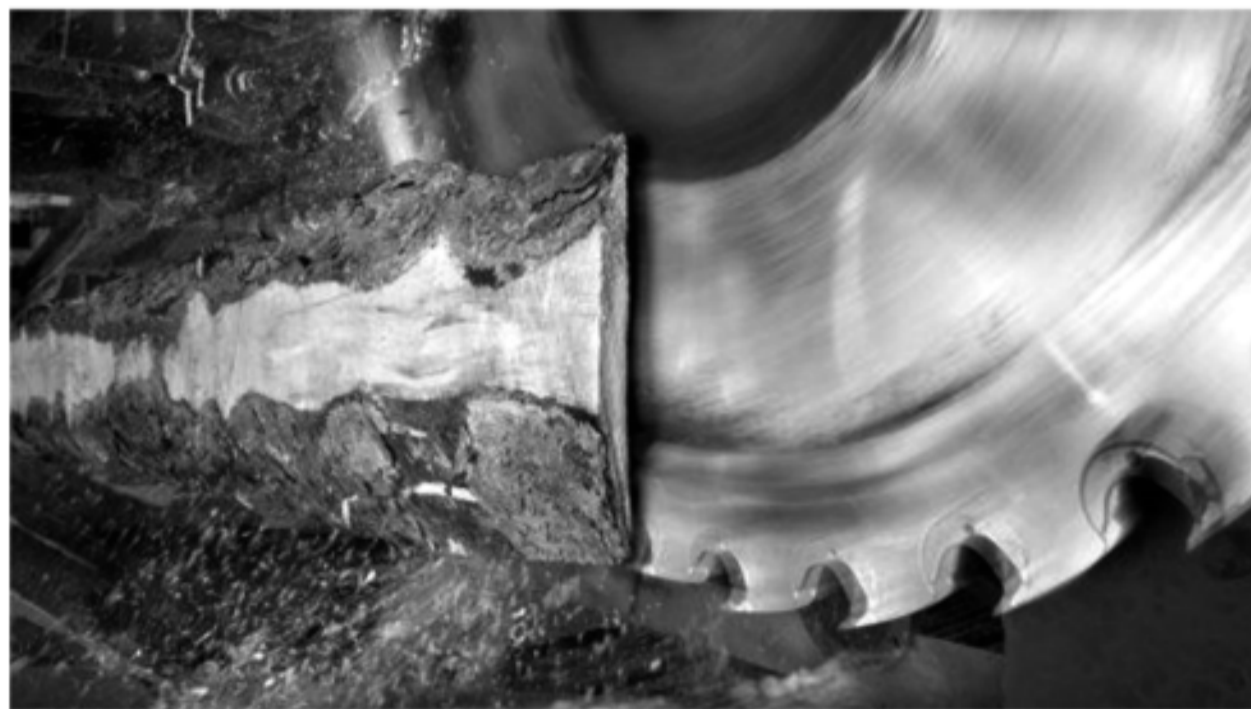


mique de la région. Pour une large part, la ressource forestière en résineux (épicéa, douglas, mélèze) sur laquelle s'est constituée cette économie provient des forêts du plateau. Il n'est pas étonnant que les plus importantes scieries de résineux du Limousin soient implantées en bordure de ce dernier : Douglas Structure et Seiqueira à Bourgneuf, Creuse Sciage à Felletin, Farges à Egletons, Scieries du Limousin à St Léonard. Cette position géographique traduit une double nécessité : être proche de la ressource bois et disposer de voies de communications régionales pour acheminer les marchandises vers l'extérieur. Le plateau est donc, à l'échelle régionale une unité à part entière, un massif forestier nouveau, encadré par des comptoirs de transformation du bois.

Comme des volumes importants de bois sont sciés, des volumes de produits connexes tout aussi importants sont générés. Ce dernier point explique pourquoi les trois réseaux de chaleur de la région aient été développés à Bourgneuf (3,2 MW), Felletin (15,6 MW) et Egletons (6,4 MW).

Les caractéristiques de l'approvisionnement de ces trois chaufferies sont identiques. Pour s'assurer un approvisionnement de 6 000 tonnes de combustible à l'année, l'exploitant du réseau de chaleur d'Egletons (Idex) travaille avec la Société Lyaudet¹. Elle fournit un mélange de plaquettes de scierie (Scierie Piveteau à Egletons) et de plaquettes forestières industrielles. Pour Bourgneuf, l'exploitant Cofely, travaille avec le logisticien BNE (Bois Négocier Energie) qui achète et transporte la ressource chez des scieurs dans un rayon de 20 km autour de la chaufferie (Seiqueira, Tartières, Moreau). Pour Felletin l'exploitant SOCCRAM travaille avec sa propre filiale SCEF et un GIE de scieurs (Groupeement d'Intérêt Economique) pour se procurer du combustible bois. Dans ce dernier cas, la chaufferie a été installée juste à côté de Creuse Sciage, une scierie d'importance nationale qui valorise directement ses écorces dans la chaufferie (1/3 environ du combustible est fourni par Creuse Sciage, le reste provient de scieries locales).

Dans le cadre de cette dynamique, on peut également mentionner que 2 des 3 entreprises ayant répondu à l'appel à projet de chaudière cogénération (production de chaleur et d'électricité) lancé par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) possèdent cette géographie. C'est le cas pour Scieries du Limousin à St Léonard et de la Scierie Farges à Egletons.



industries de transformation du bois en bordure de plateau est significative du développement de la filière bois et de sa géographie.

Au cœur d'une dynamique régionale

Nous revenons toujours aux fondamentaux : si 50 % de la superficie du plateau est occupée par des forêts, il n'en a pas toujours été ainsi (voir IPNS n°28). Les premières plantations de résineux ont débuté au début du XX^{ème} siècle puis se sont accentuées après guerre. Ces politiques de reboisement ont ainsi transformé les paysages du plateau pour en faire un espace forestier de production, et de nombreuses parcelles sont arrivées à maturité. Une filière bois s'est constituée, elle scie chaque année plusieurs milliers de m3 de bois. La filière forêt-bois est le deuxième secteur écono-

Des produits connexes à la plaquette forestière

Si le développement de la filière bois énergie s'est constitué sur la valorisation des PCS (produits connexes de scierie), aujourd'hui, selon le PNR, 90% du volume produit est déjà valorisé. L'enjeu actuel est donc de développer une filière bois énergie au travers de la plaquette forestière. Le groupe de travail bois énergie de la charte forestière actuellement en cours d'élaboration oriente sa réflexion sur ce sujet. Cependant, derrière cette orientation, une question se pose : De quelles plaquettes forestières parlons-nous ? Car, dans la réalité, les plaquettes forestières sont très diverses et variées, et leur coût peut varier du simple au double selon qu'elles sont produites par des agriculteurs ou par des industriels de la forêt. Deux filières existent sur la vente de ce produit : les agriculteurs qui se sont organisés en CUMA² pour produire une plaquette forestière bocagère et les exploitants forestiers telles que les coopératives forestières (CFBL, CAFSA, UNYSILVA) qui voient dans le bois énergie un façon de valoriser des billons de bois d'un diamètre allant de 7 à 10 cm et des rémanents.

Pour l'instant, la distinction entre ces deux filières n'est pas très claire. Un exemple : une exploitation agricole (GAEC Broussouloux³ à Peyrelevade) a investi dans un broyeur en propre, elle réalise entre autres des prestations de broyage pour la coopérative forestier CFBL.

Mais à l'avenir, il semblerait que ces deux filières se développeront indépendamment.

Les agriculteurs, regroupés en CUMA continueront à proposer une plaquette forestière s'adressant à des collectivités ou à des établissements possédant une chaudière de moyenne puissance sur le plateau. Et les exploitants forestiers alliés aux exploitants de chaudière développeront une véritable filière industrielle sur la ressource billon mélangée à des produits connexes, avec une commercialisation capable de dépasser les frontières du plateau. Cette filière industrielle aura pour base des plateformes de stockage installées sur les parcs à grumes des grosses scieries déjà mentionnées plus haut. Elles feront appel à des prestataires tel que Lyaudet pour broyer des billons et les mélangeront à des produits connexes pour obtenir un combustible.

Nous pouvons nous demander qui contrôlera la

filière bois énergie industrielle. Une position de monopole des sociétés spécialisées dans les services énergétiques pourrait s'avérer problématique pour les propriétaires de la ressource. De plus, il ne faudrait pas que cette filière s'accapare la gestion et l'approvisionnement des chaudières de petites et moyennes puissances qui peuvent avoir un approvisionnement avec un scieur local ou un agriculteur. Le projet de plateforme collective porté par des acteurs du plateau de Millevaches autour des réseaux de chaleur de Gentioux et de Royère pourrait être une véritable démarche territoriale.

Deux visions du plateau se côtoient : un espace de vie pour certains et un espace ressource pour d'autres, à deux échelles bien distinctes, la première locale et l'autre régionale.



Nahoum Champroy

¹ Société Lyaudet : à l'origine M. Lyaudet, le fondateur de Lyaudet Energie, possédait une carrière qu'il a vendue à un groupe européen. L'argent de la vente lui a permis d'investir en 2007 dans l'achat de matériel industriel pour le broyage, le criblage et le transport de la matière première. Il est un des seuls en France à être capable de produire des broyas à partir des souches. Si pour l'heure, il produit seulement des plaquettes forestières de scieries, dans les années à venir, il se peut qu'une valorisation des souches se généralise, ce qui ne va pas sans poser des questions notamment en ce qui concerne l'impact environnemental de cette pratique.

² Les coopératives d'utilisation de matériel agricole regroupent des agriculteurs qui investissent ensemble dans du matériel et s'organisent pour l'utiliser sur leurs exploitations. Une CUMA peut embaucher du personnel pour faire fonctionner les machines et intervenir dans les exploitations.

³ Le GAEC est constitué des 4 membres de la famille, les parents et deux fils. Ils se sont lancés en juin 2006 dans

une activité de production de plaquettes bois pour diversifier les activités de leur exploitation spécialisée dans le bovin (viande bio). Pour ce faire, ils ont investi dans un broyeur et un grappin. Le GAEC valorise une ressource interne à son exploitation et réalise aussi des prestations de broyage pour des exploitants forestiers qui désirent valoriser en plaquette des billons ne trouvant pas de débouchés dans la filière commerciale. Les deux projets ont été menés de manière concomitante, ce qui assurait au GAEC un premier client (400 MAP). Ces agriculteurs travaillent aussi avec d'autres municipalités, des DDE, la coopérative forestière CFBL (Ussel), le PNR de Millevaches ou dans le cadre de Natura 2000, où ils sont engagés pour le déchetage des rémanents sur les tourbières du Plateau. L'hiver 2006-2007, le GAEC a produit près de 2 400 MAP de plaquettes forestières ou bocagères, 400 MAP pour Peyrelevade et 2 000 en prestation de broyage. Il est intéressant de noter que l'utilisation de cette plaquette forestière peut aussi avoir pour débouché le paillage (aires de paillages des sols suite à une plantation).



Risques et incohérences de la production d'électricité à partir de la biomasse.

Nous avons déjà souligné dans IPNS (n°17 et 18) les dangers de la production d'électricité-biomasse telle qu'elle ressort des appels d'offre du ministère de l'Industrie. Une récente réunion des partenaires de l'unité de cogénération de Felletin a montré que les inquiétudes sont toujours là, bien que les énormes projets prévus en Limousin n'aient pas été réalisés.

Pour ce qui concerne les tarifs d'achat de l'électricité par EDF, l'incohérence est toujours de mise. Pour le projet ABIODIS de Guéret, qui fonctionnera avec les boues de la station d'épuration et des céréales (ce qui pose de graves problèmes), le prix de vente de l'électricité à EDF est annoncé à 130

€ le MWh ; ce prix est en moyenne celui qui résulte des appels d'offre du ministère, alors qu'à Felletin, seule installation urbaine de cogénération biomasse en France, le MWh est acheté 46 €, ce qui condamne le site à être déficitaire.

Pour ce qui est de l'approvisionnement en déchets de bois ("produits connexes de sciage"), le marché est d'ores et déjà très tendu. La sciure, qui s'entassait naguère sur les plate-formes des scieries, se vend maintenant très chère. L'usine de fabrication de granulés de Herment (Puy-de-Dôme) en manque et ne peut fonctionner à plein pour cette saison ! Creuse-Sciage et le GIE Bois Energie (Felletin) ne pouvant fournir toutes les écorces demandées par la SOCCRAM (le concessionnaire

felletinois), cette dernière doit les acheter chez des fournisseurs plus lointains, et donc payer plus cher. D'ores et déjà certains professionnels du bois s'inquiètent d'une insuffisance de la production de bois, contrairement aux statistiques optimistes du ministère, qui affirme que la forêt est sous-exploitée.

Tout confirme que seules les petites unités de production de chaleur, avec un approvisionnement local garanti, peuvent permettre d'éviter les dérives du marché du bois.

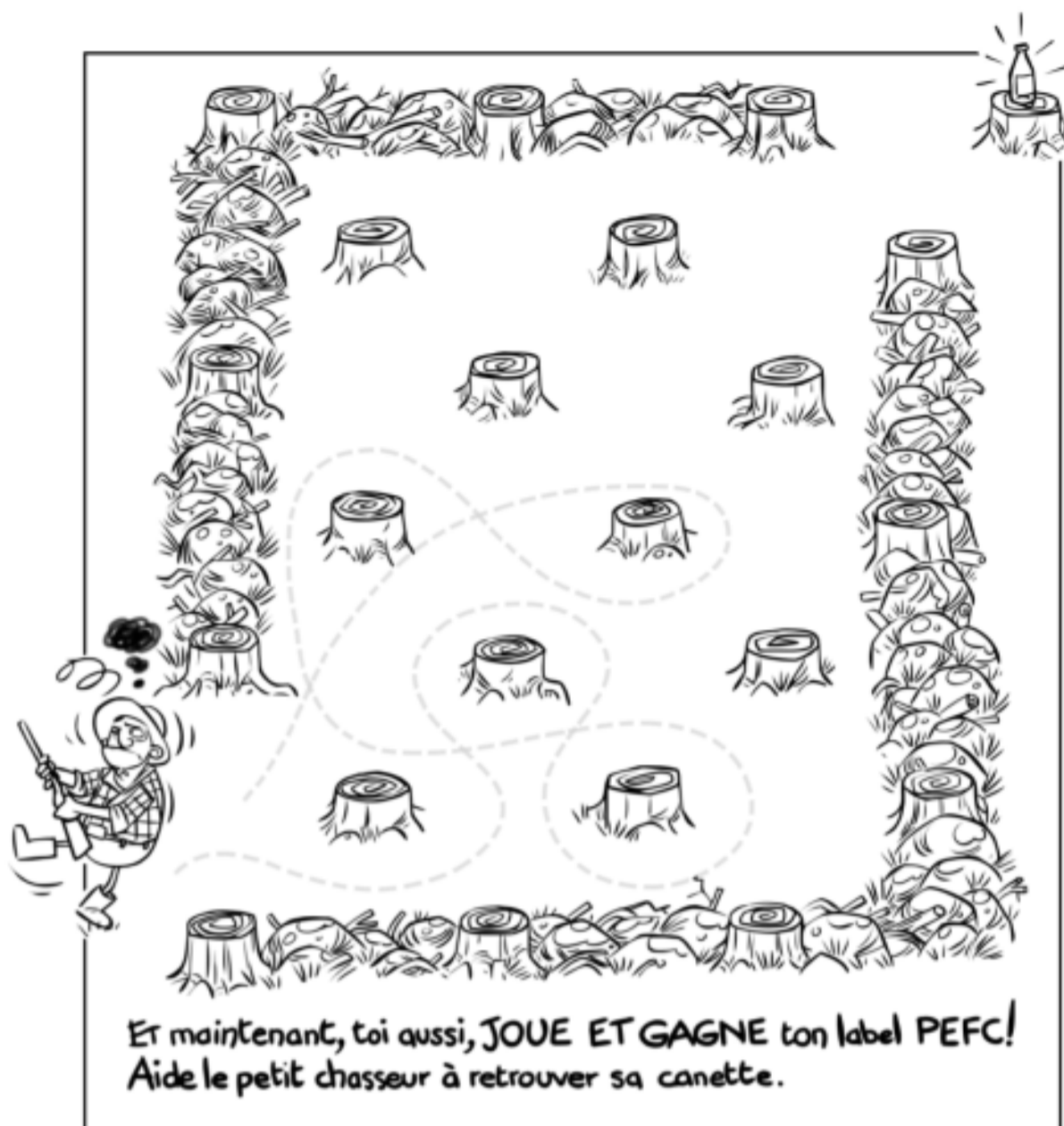
Jean-François Pressicaud

PEFC, le label qui cache la forêt ?

Avez-vous vu le dernier magazine de Télé Millevaches ? C'est la question la plus posée entre forestiers du plateau depuis que le magazine vidéo a consacré une heure entière à l'exploitation de la forêt du plateau. Bien argumenté, référencé et faisant intervenir de nombreux acteurs de la filière, le reportage est en effet très sévère pour la gestion forestière du plateau. Une gestion "industrielle" qui n'a rien de durable et d'écologique et qui est même présentée comme quasiment dévastatrice parce que basée essentiellement sur la pratique de la coupe rase et la replantation monoculturelle en douglas dans 90% des cas. Le label PEFC, qui garantit une forêt durable et renouvelée, fait les frais de la démonstration. On y découvre qu'il ne garantit rien du tout et n'est que de la poudre aux yeux : un "leurre", "un certificat qui ne garantit rien au consommateur", "une passoire à gros trous", "du bidon", un label "qui permet à chaque propriétaire ou exploitant, quel que soit son mode de gestion, d'être rapidement certifié sans contrôle préalable."

Réactions en chaîne

Il n'en faut pas davantage pour que les réactions s'enchaînent. Les Amis de la Terre se mettent à diffuser le DVD largement, adressent un communiqué de presse aux journaux de consommateurs et organisent une conférence de presse le 16 juin ; un débat est organisé à Brive ; France bleu Creuse reprend le sujet et France Culture prépare une émission sur le même thème... De son côté, la rédaction de Télé Millevaches reçoit des coups de fil indignés de forestiers ou d'industriels, d'autres qui se déclarent "surpris" et "décus"... (mais arrivent aussi autant de messages de félicitations !). Pourtant personne ne remet fondamentalement en cause le fond du reportage de Télé Millevaches. Ses réalisateurs ont même rencontrés des scieurs qui reconnaissent que le label PEFC "c'est bien n'importe quoi" mais qu'ils en ont besoin pour vendre. Tel honorable forestier de Haute-Corèze admettait être d'accord à 80% avec le constat porté par le reportage. Un responsable d'une coopérative se défendait en disant que le label FSC (le label concurrent de PEFC) "ce n'est pas mieux". Curieusement plusieurs des personnes qui réagissent avaient été contactées par Télé Millevaches pour être interviewées dans le reportage, mais n'avaient pas donné suite. De même, Télé Millevaches a rencontré plusieurs professionnels de structures forestières qui lui ont confié – hors micro : "Je suis bien d'accord avec vous, mais je ne peux pas le dire devant une caméra !" Certains d'entre eux se sont même abstenus de se rendre à une diffusion publique du reportage, de peur d'y être vus...



Philippe Gady

Blessés... ou questionnés ?

Difficile pour certains forestiers du plateau d'accepter la vision noire de la forêt du plateau présentée par Télé Millevaches, une présentation qui les a "blessés". Ils se déclarent "passionnés", "amoureux de leur forêt" et arguent de l'impossibilité de mettre en œuvre les sylvicultures alternatives présentées en contre exemple dans le même magazine. Comme dit un scieur de Creuse : "Pro Sylva, c'est du rêve !" Voire. La Lucienne du Morvan que vous pourrez découvrir dans le reportage n'apparaît pourtant pas comme une hurluberlue – ce qu'on lui reprochait dans son pays il y a quelques années (elle le raconte très bien et semble avoir davantage les pieds sur terre que la tête dans la lune). Plutôt que de s'offusquer, mieux vaudrait à tous ces forestiers d'affronter vraiment les ques-

tions posées par le reportage et de réfléchir à l'avenir forestier du plateau qui est loin d'être rose. Pourtant, au même moment, était élu le nouveau président du Groupement de développement forestier du plateau de Millevaches en la personne de Christian Bouthillon, un proche du système landais et des coupes rases à courte révolution... Une élection qui est tout un symbole !

Michel Lulek

Visionner le DVD de Télé Millevaches en l'empruntant dans votre mairie si vous habitez sur le plateau ou sur Internet : <http://telemillevaches.free.fr>

Une SCIC "Bois énergie" sur le plateau

Depuis juin 2009, la Communauté de communes du Plateau de Gentioux porte l'étude de faisabilité d'une société coopérative d'intérêt collectif "Bois énergie".

Cette future structure assurera l'approvisionnement en plaquettes forestières et plaquettes de scieries de deux réseaux de chaleur en cours d'élaboration dans les bourgs de Gentioux et Royère de Vassivière, soit 1800 tonnes de combustible sec.

Cette étude fait suite à un premier travail réalisé en 2007, par le PNR de Millevaches en Limousin, sur la nécessité de fédérer des acteurs aux intérêts parfois divergents, et notamment, de proposer une réflexion collective sur les aspects quantitatifs, mais surtout, qualitatifs, sous-jacents aux problématiques énergétiques.

Si le diagnostic sur l'utilisation de la biomasse bois pour une production de chaleur est polémique (caution d'une forêt industrielle, impacts réels sur le bilan carbone...), un constat est quant à lui évident, le plateau dispose d'une ressource importante. Beaucoup de collectivités réfléchissent à l'opportunité du bois énergie pour chauffer leurs bâtiments,

qu'elles soient dans une démarche de réflexion environnementale prospective, ou non. Plusieurs facteurs peuvent cependant freiner ces dernières ; Les coûts d'investissements initiaux, la qualité, la régularité et les relations commerciales à entretenir avec des fournisseurs de bois déchiqueté encore peu soumis à la concurrence.

Le statut "SCIC" permet de résoudre ce problème en associant, en son sein, des clients, des prestataires et des "observateurs". L'enjeu est donc majeur sur ce projet, qui propose de créer un espace de coorientation d'un secteur novateur d'une filière forestière, globale, assez coercitive.

Concrètement, la société aura à gérer des plateformes calibrées selon les besoins précis de clients/sociétaires, notamment de collectivités, souhaitant intégrer la dynamique. Ces espaces comprendront une aire viabilisée pour le stockage de bois bruts et un bâtiment permettant le stockage et le séchage de la matière.

La SCIC qui est avant tout une coopérative se doit d'intégrer et de faire travailler un maximum d'ac-

teurs : coopératives forestières, ONF ou scieries, pour la fourniture, mais aussi déchiqueteurs et opérateurs de transports, en prestataires de service.

L'aire d'action des plateformes sera aussi limitée, que cela soit au niveau de la distribution des plaquettes ou de l'intégration progressive des acteurs économiques opérant sur celle-ci. La rentabilité à court terme et le développement exponentiel de la structure n'est pas de mise.

Sont en train d'être étudiés les aspects financiers prévisionnels du projet. Un lieu, près de Lachaud (Commune de Gentioux), pourrait faire l'objet d'un "Atelier relais", bâtiment créé et loué par la Communauté de communes du Plateau de Gentioux à la SCIC. La structure pourrait être opérationnelle dès la fin de l'année.

Jérémy Veyret

Contact : Communauté de Communes du Plateau de Gentioux
au 05 55 64 53 66

2010 Année de la Biodiversité

Abeille Patrimoine de l'Humanité ?

Au début du XX^{ème} siècle, le Limousin était reconnu comme producteur d'essaims et de miel au niveau européen, à côté d'autres productions locales comme le porc, le bovin et les cultures légumières. L'apiculture professionnelle et spécialisée n'était alors qu'à ses débuts et allait connaître son essor grâce au développement des monocultures.

L'abeille, pilier de l'agriculture

L'*Apis mellifera*, abeille domestique, mieux que les autres abeilles, assure la pollinisation croisée donc la transmission des gènes, au prix d'un énorme labeur : le transport incessant de nombreux pollens. Un kilo de miel correspond à 5,6 millions de fleurs visitées et 40.000 km parcourus, soit le tour de la terre ! Un bon exemple, pour notre économie !

Les abeilles et leur rôle dans la fécondation des plantes sauvages sont à l'origine même du processus qui a permis à l'humanité de développer la sélection des espèces végétales : l'agriculture. On pourrait dire que l'*Apis mellifera* est l'ordonnatrice du passage des *graines sauvages* aux *graines cultivées*.

L'INRA parle de l'abeille comme directement responsable de 30% de notre alimentation et de 80% des influences indirectes sur l'écosystème sous-jacent au secteur alimentaire et à la biodiversité¹.

Or, depuis 25 ans, les apiculteurs alertent les scientifiques, les Institutions et les médias. De nombreux drames (maladies, mortalité brutale,

actions sur les enjeux sociaux et économiques notre rapport à la nature et nos choix éthiques de relation avec les écosystèmes. Il nous appartient à tous d'agir pour garder ce patrimoine.

si l'abeille était devenu "un insecte nuisible". Il est urgent de capitaliser les acquis scientifiques et de la société civile, qui démontrent la richesse de ce *patrimoine-abeille*.

2010 relance aussi le débat sur les applications du *Grenelle de l'Environnement*. Soixante ans de pollution agricole et industrielle rendent la sudation des plantes chargée de toxines. Le travail des abeilles devient véritablement impossible : la répugnance ou l'empoisonnement finiront par les tuer. La mort des abeilles n'est donc pas un mystère mais une simple suite de stress de leurs énergies vitales.

La Pétition

Aujourd'hui leur survie n'est pas une priorité face aux contraintes de fabrication et de production. Nous pouvons, par une attitude de citoyens planétaires, conscients et responsables, demander des comptes, dès maintenant, à l'AFSSA (Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments) sur les autorisations de mise en marché des produits en tout genre : médicaments, traitements phytosanitaires, semences, nouvelles technologies.

Afin de formaliser cette démarche, nous demandons que la France soit le pays promoteur de la reconnaissance de l'abeille comme patrimoine écologique et social de l'humanité.

Il va de soi que les pouvoirs publics

ont l'obligation de soutenir la profession, dans l'état actuel de la pathologie des abeilles, de donner les moyens pour re-populariser la connaissance de l'*apis mellifera* et la réinsérer dans tous les paysages. Arrêtons la logique du productivisme avec les abeilles pour penser plus simplement pollinisation, ressources, biodiversité et si le miel coule : c'est la cerise sur le gâteau !

Hélène Delaplace.

Pétition disponible à l'association
Apis Cultures - Le Mas Neuf - 87120
Eymoutiers .
aapis.cultures@gmail.com

(1) Le tout dernier document de vulgarisation sur le sujet est le documentaire produit par ARTE en collaboration avec l'INRA « *Le mystère de la disparition des abeilles* » (2010).
<http://www.inra.fr/>



Philippe Gady



problèmes de reproduction, disparition d'essaims sauvages) se produisent dans les ruches et dans le monde des insectes en général.

Il est temps de se détacher d'une position purement anthropocentrique et d'intégrer à nos réflexions et

2010 Année de la Biodiversité

2010 nous offre l'opportunité de revenir sur ces alertes. Les plaintes des professionnels, les dossiers scientifiques, les recherches sur le rapport possible entre OGM et santé de l'abeille n'ont pas abouti. Comme

Le vélo, ça roule même à la campagne !

Dans le dossier "Mobilité, se déplacer autrement" du n° 29 d'IPNS, j'ai été déçu de constater qu'il n'y avait aucune place pour le vélo. Etant moi-même un adepte du vélo utilitaire que je pratique depuis l'enfance et l'époque où je livrais à vélo du pain aux clients de la boulangerie paternelle, cette omission m'a gêné. On m'a objecté que si le déplacement cycliste est concevable en ville, et remporte même un certain succès, il est difficilement imaginable en milieu rural, qui plus est limousin avec son relief relativement accentué.

Or, il me semble que la faible utilisation actuelle du vélo pour les déplacements quotidiens dans nos campagnes provient d'abord de réticences culturelles. Combien de personnes qui pratiquent volontiers le cyclotourisme ou le sport cycliste et qui parcourent des milliers de kilomètres par an, utilisent-elles leur monture pour aller au travail ou faire des achats ? Certainement très peu, comme sont peu nombreux les randonneurs pédestres qui ne prennent pas leur automobile pour aller chercher le pain ou le journal. Par ailleurs, des raisons pratiques telles que l'absence d'aménagements (parkings, itinéraires cyclables) expliquent aussi la faiblesse des déplacements cyclistes.

Pourtant, pour des raisons tant économiques (renchérissement du pétrole) qu'écologiques (diminution de la pollution), le vélo doit prendre sa place.

Pour aller plus loin dans la réflexion, j'ai consulté un spécialiste de la "mobilité douce", responsable du cabinet Cyclomore à Nevers, Nicolas Pressicaud. Ce dernier, auteur de l'ouvrage "Le vélo à la reconquête des villes, bréviaire de vélorution tranquille" (Ed. L'Harmattan), a justement achevé en 2009 une recherche sur le potentiel d'utilisation du deux-roues en milieu rural en combinaison avec les transports collectifs. Nous publions ici l'essentiel d'un texte rendant compte de ce travail.

Jean-François Pressicaud

Combiner transports collectifs et deux-roues : une alternative à l'automobile



Si les Plans de déplacements urbains (PDU) ont mis en exergue la combinaison entre transports collectifs (TC) et vélo, on a peu pensé à transposer l'idée aux zones rurales, comme si les transports collectifs s'y suffisaient par eux-mêmes. Or, c'est là qu'on trouve des lignes (notamment routières) très peu fréquentées. Et pour cause : elles irriguent mal la campagne à moins de faire du cabotage. Mais elles gagnent alors en potentiel de clientèle ce qu'elles perdent en compétitivité. Il en résulte des réseaux qui fonctionnent essentiellement à partir de publics spécifiques : scolaires, personnes âgées, ménages pauvres. En revanche, dans la perspective d'un renchérissement des prix du carburant, ils ne constituent généralement pas, en l'état actuel, d'alternative crédible à l'automobile. Il pourrait en être autrement s'ils intégraient un système d'intermodalité procurant, aux arrêts TC, du parking deux-roues sécurisé mais également, pour certains d'entre eux, des bicyclettes, des vélos à assistance électrique et des cyclomoteurs électriques. Ces deux-roues, réservés aux voyageurs, permettraient d'effectuer les trajets terminaux et de rallier efficacement des correspondances. Elargissant considérablement les zones d'accessibilité des points d'arrêt des lignes routières comme des petites gares, cette inclusion des deux-roues dans les systèmes départementaux et régionaux de transports permettrait de mieux couvrir les territoires ruraux tout en y rendant plus attractive l'offre TC.

Une enquête en Mayenne et dans la Somme

Cette idée a fait l'objet d'une recherche (1) comparée sur deux départements ruraux, l'un d'habitat dispersé (la Mayenne), l'autre d'habitat groupé (la Somme). Le type d'habitat génère en effet d'importantes différences de desserte du territoire par les infrastructures de communication et de transport. Dans un secteur d'habitat dispersé comme la Mayenne, où l'on trouve peu de petites villes, les liaisons ferroviaires ont presque toutes disparu, il y a peu d'autoroutes et les liaisons TC (essentiellement routières) maillent très incomplètement les campagnes. Dans un secteur d'habitat groupé comme la Somme, où l'on trouve davantage de

petites villes, le réseau ferroviaire est encore assez dense et il y a également un kilométrage important d'autoroutes et de grandes routes. Du coup, les liaisons TC routières sont davantage orientées vers le cabotage.

Des réseaux pas adaptés

Ces réseaux, en leur état actuel, sont-ils aptes à intégrer un système d'intermodalité TC - deux-roues ? Leur analyse conduit à répondre par la négative à plusieurs titres.

Tout d'abord, le maillage en lignes interurbaines routières apparaît largement insuffisant tandis que le réseau ferré actuel, considérablement réduit par rapport à son apogée des années 1920, offre un maillage bien trop lâche pour desservir suffisamment les campagnes. Des parties significatives des territoires départementaux apparaissent ainsi peu accessibles (sinon en voiture) et, inversement, leurs habitants sont très dépendants de l'automobile. Dans la perspective d'une hausse importante des prix du carburant, les départements mais également les régions auraient donc tout d'abord à définir, en concertation, des réseaux et des services de lignes complémentaires, ferroviaires et routières, alliant performance et couverture des territoires.

Le second constat est la dégradation relative des conditions de circulation à vélo et en cyclomoteur. Il conviendrait donc, à l'échelle des départements, de travailler à l'élaboration d'un maillage du territoire au moyen d'un réseau structurant qu'on pourrait qualifier d'avenant aux deux-roues légers. Il serait constitué à la fois de petites routes apparaissant comme assez sûres aux cyclistes et cyclomoteuristes (faible trafic, très peu de poids-lourds, faibles vitesses, bonne visibilité...) et d'anciens grands axes routiers aménagés.

C'est à ces deux conditions, une offre de transports interurbaine renouvelée et un réseau routier identifié offrant de bonnes conditions de circulation pour les vélos et cyclomoteurs, que l'intermodalité deux-roues depuis des petites gares ou des arrêts de cars trouverait sa pertinence comme alternative crédible à la voiture en zone rurale. L'accessibilité des sites d'activités isolés ou implantés en péri-

phérie de villes en serait grandement améliorée et contribuerait à rendre plus attractive l'offre TC (2).

Les deux-roues électriques

Que donne l'investigation pour les deux départements étudiés : pour la Mayenne, un besoin d'environ 50 points d'arrêt à équiper en parkings deux-roues, dont une vingtaine dotés de deux-roues mis à la disposition des voyageurs, pour la Somme, respectivement 60 et 40.



Parmi les deux-roues à mettre en place, les cyclomoteurs électriques apparaissent pertinents dans les secteurs où la densité du maillage TC demeurera faible, du fait, principalement, de la faible densité démographique. Avec une vitesse moyenne une fois et demi supérieure au vélo, le voyageur disposerait ainsi d'un moyen d'effectuer un trajet terminal d'une dizaine de kilomètres en un temps raisonnable. Les vélos à assistance électrique présenteraient un grand intérêt dans la mesure où la campagne française est souvent vallonnée et où une partie importante des utilisateurs potentiels sont peu familiers de la dépense physique que demande la bicyclette. Les batteries des vélos à assistance électrique et des cyclomoteurs électriques seraient rechargées en station et celles-ci seraient équipées de panneaux photovoltaïques. Une évaluation théorique de pertinence du système a été effectuée dans les deux départements étudiés. Elle valide indéniablement l'utilité du système d'intermodalité dès lors qu'il se greffe sur un maillage TC plus en phase avec les besoins de déplacement au départ ou à destination des cantons ruraux (3).

Nicolas Pressicaud

Cabinet Cyclomore, 50bis avenue Colbert, 58 000 Nevers - cyclomore@gmail.com

Notes :

Aubusson et le vélo électrique

L'office de tourisme d'Aubusson possède 4 vélos à assistance électrique (VAE), achetés 800 € environ l'un, loués à des utilisateurs pour des durées de 2 heures à 2 ou 3 jours, avec prêt d'un topoguide répertoriant des circuits touristiques. Les batteries sont au plomb, donc assez lourdes, mais permettent une utilisation plus longue entre deux recharges (sur le secteur). L'autonomie est de l'ordre de 50 km.

(1) Rapport disponible sur internet : <http://www.predit.prd.fr/predit3/syntheseProjet.fo?inCde=32663>

(2) NDLR : Pour le Limousin rural en général et la Montagne limousine en particulier, on peut affirmer que les déplacements cyclistes sont aisés parce qu'il existe un réseau dense de petites routes, généralement bien entretenues et au trafic faible. C'est seulement sur les grands axes et dans les zones péri-urbaines que le déplacement cycliste est difficile et peu agréable en raison de l'intensité du trafic routier.

(3) NDLR : Dans la Montagne limousine, deux facteurs rendent moins favorable qu'en Mayenne ou dans la Somme la mise en place d'un tel système : la densité de la population, très faible, qui ne favorise pas l'organisation des déplacements en TC et la proportion importante de personnes âgées.

Le vélo à assistance électrique (VAE)

C'est un vélo auquel ont été ajoutés une batterie et un moteur. Ce dernier ne se met en marche que si on pédale et cette assistance électrique cesse au-delà de 25 km/h. Cela permet de grimper aisément les côtes et d'affronter facilement le vent contraire. D'un point de vue juridique, il reste un vélo : pas d'obligation du port du casque, ni d'assurance spécifique. Son prix : de 700 à 2000 €.

Nicolas Pressicaud à Felletin le 13 août

À l'occasion des Journées du livre, le vendredi 13 août prochain, Nicolas Pressicaud présentera et dédicacera son ouvrage "Le vélo à la reconquête des villes, brévière de vélorution tranquille etc.", éd. L'Harmattan, sur une "table vélo" dont la vedette sera Raymond Poulidor ("Le Poulidor", éditions Jacob-Duvernoy) et sur laquelle se tiendra également Xavier Garnotel, ex coureur cycliste amateur de haut niveau, auteur de : "Le peloton cycliste, ethnologie d'une culture sportive" éd. L'Harmattan.

2 questions à Nicolas Pressicaud

Pourquoi l'idée de combiner vélos/cyclos et transports collectifs en milieu rural n'a-t-elle jamais été mise en œuvre en France ?

Les autorités organisatrices des transports interurbains sont encore dans une logique "transport" : les véhicules circulent, aux usagers de s'adapter. Intégrer les deux-roues n'est pas dans leur culture. Mais cela a changé dans les grandes villes avec l'émergence des vélos en libre service. Par ailleurs en zone rurale, les trajets en combinaison avec les transports collectifs peuvent être beaucoup plus longs. Le vélo ne suffit pas. On a besoin de cyclomoteurs. Or, aujourd'hui, contrairement à il y a 5 ans, on trouve des modèles électriques ce qui est compatible avec la logique du Grenelle de l'environnement.

En quoi la mise en œuvre d'un tel projet serait-elle pertinente dans les années à venir ?

La pression immobilière a poussé beaucoup de jeunes ménages à s'installer dans les campagnes en périphérie des villes avec pour corolaire une dépendance coûteuse et accrue à l'automobile. Or, nous allons atteindre le "peak-oil" et il faut s'attendre à une montée des prix du carburant qui aura un impact fort sur leur budget déplacements. Ils auront besoin de réseaux de transports collectifs offrant un niveau de services (horaires, fréquence, vitesse) que les lignes ferroviaires TER ont plus ou moins mais pas la grande majorité des lignes routières, qu'elles soient régionales ou départementales.

Vlad bicyclette tour



Vous n'allez pas à ses concerts ? C'est lui qui viendra à vous !

Armé d'une bicyclette, d'une remorque et d'une guitare, Vlad sera sur les routes du Limousin du 12 au 28 août à la recherche de ses fans.

Tel un guerillero Vlad s'attaque à l'aculture dominante dans la sierra limousine. Armé d'une Gibson, d'un ampli à pile et de trois petits projecteurs, chevauchant sa fidèle bicyclette suivie d'une remorque de fortune, il sera sur les routes du Limousin à la recherche du public qui le fuit depuis toujours.

Après de longues journées de réflexion, le meilleur chanteur de l'univers a du se faire Halliday, pardon à l'idée, qu'il est un chanteur d'envergure régionale, pour

ne pas dire qu'un chanteur d'envergure régionale et pour dire vrai un artiste de notoriété cantonale, communale voire même sectionnelle.

Enfin, pour ne rien vous cacher, il est simplement le meilleur chanteur de son univers.

En quête d'un idéal révolutionnaire d'équité, de justice sociale, d'écologie et de franche rigolade il lance un défi aux lois du rock n'roll : relier une dizaine de bars et autres lieux de diffusion pseudo-alternatifs limousins en trois semaines et en bicyclette.

CALENDRIER

Jeudi 12 août

concert d'ouverture

Bar Le Central, Aubusson avec Half time détente.

Vendredi 13 août

Champagnat, Festival Enfermés dehors, en trio.

Samedi 14 août

Jarnages, arrivée de l'alter tour

Dimanche 15 août

Guéret, Place du marché

Mercredi 18 août

Limoges, le petit Jourdan

Vendredi 20 août

Seilhac, bar de la plage

Samedi 21 août

Tulle

Mardi 24 août

Egletons, bar les remparts

Jeudi 26 août

Peyrelevade, le Tilaak

Vendredi 27 août

Royère de Vassivière, L'atelier

Samedi 28 août

concert de clôture

Felletin, Place Courtaud avec Deni.

Un autre Tour de France sur le plateau de Millevaches

Depuis 2008, l'Alter Tour propose une autre version de "la grande boucle". Sans dopage, sans compétition et sans caravane marchande, ce relais cycliste familial prend son temps pour aller à la rencontre des initiatives concrètes et locales. Cette année, l'AlterTour se terminera sur les routes sinueuses du Plateau de Millevaches.

Passer le mois de juillet à sillonner la France à bicyclette, sans forcer et en prenant le temps de découvrir les actions locales et militantes, voilà à quoi vous invite l'AlterTour...

Parcourant 2600km en 45 jours et 39 étapes, ce relais cycliste n'a rien à voir avec la compétition sportive télévisée. Interviewé par L'Esprit Village (n°104, juin-août 2010), Mathieu Fromont le coordinateur de l'événement confirme : "Le seul point commun, c'est qu'on part au même moment. Nous parcourons deux fois moins de distance en 2 fois plus de temps. Ici le mot d'ordre est donc : à chacun son rythme !". Les vélos sont partagés. Il est possible à tout moment de troquer sa selle contre une place dans le bus qui suit les cyclistes. Idéal pour les enfants et les cyclistes dilettantes !

Chaque étape est l'occasion de rencontrer des citoyens engagés localement. Après la lutte contre les OGM (2008) et les dangers des antennes-relais de téléphonie mobile (2009), le thème de cette année sera l'artificialisation des sols. L'AlterTour visitera des initiatives de préservation de la biodiversité, des chantiers de construction écologique, des projets d'économie locale, des collectifs de défense des services publics. Comme le rappelle Mathieu Fromont : "Le but de l'AlterTour est d'éveiller les consciences, de valoriser une société plus humaine et au final responsabiliser les participants".



Comment Participer ?

L'AlterTour 2010 partira de Paris le 4 juillet et effectuera un parcours en forme d'escargot et se terminera le 15 août en Creuse. Les inscriptions sont ouvertes et le nombre de place est limité. Le tarif d'environ 25 €/jour comprend l'hébergement, les repas, les animations et le prêt d'un vélo... Pour plus d'information sur les modalités d'inscription et sur le parcours, rendez-vous sur le site www.altertour.net

Il est également possible de participer aux événements et aux soirées qui auront lieu sur le plateau lors du passage de l'Altertour. Un groupe est d'ores et déjà mobilisé pour proposer balades, conférences, projections, concerts et autres festivités. Pour rejoindre et aider ce groupe, contactez Damien sur damiens@decroissance.info ou au 05 55 42 75 87.

Le limousin en 5 étapes

Voici le programme provisoire pour les 5 dernières étapes de l'AlterTour. Il est nécessaire de s'inscrire pour participer aux étapes mais les animations du soir sont ouvertes à tous.

8 août : baignade à St Julien-le-petit. Visite de la ferme de Champs Libres. Projection publique du film "Le temps des grâces" dans la salle de cinéma de Peyrat à 21h.

9 août : Conférence sur la thématique "agriculture et biodiversité" et sur le projet de Lachaud. Balade guidée. Possibilité de chantiers partagés. Baignade au lac de Vassivière. Projection de Walter fait de la résistance à Gentioux.

10 août (repos) : Possibilité de chantiers partagés. Projection Télé-Millevaches. Rencontre avec la CNT aux Plateaux Limousins. Autres rencontres locales à définir.

11 août : Repas de midi à Vidaillac, à la Forêt-Belleville. Présentation des projets de VASI Jeunes et du MRJC-Limousin. Soirée musicale autour d'un feu-de-camp.

12 août (repos) : Jeux de rôles à propos des transports, Table-ronde sur la mobilité des jeunes en milieu rural, Documentaires en soirée

13 août : Etape à la Martinèche et visite du musée Martin Nadaud

14 août (final) : rassemblement à Jarnages à la Ferme de Drouillas, à propos des services publics. Conférences-débat avec notamment Paul Ariès, sur le thème de la gratuité. Films, stands associatifs, musique. Attention ! Ce calendrier n'est pas définitif... Certaines étapes sont susceptibles d'être modifiées. Rendez-vous sur le site de l'AlterTour pour connaître les éventuelles modifications.

Etre du Plateau de Millevaches

exemple d'un territoire en construction

Sophie Bobbé, anthropologue au Centre Edgar Morin a participé à une étude collective conduite en 2007 pour le compte de la direction de l'Architecture et du Patrimoine au Ministère de la Culture: "Circulations culturelles, nouvelles sociabilités, nouveaux usages du patrimoine. Revisiter les territoires ruraux aujourd'hui". Elle offre aux lecteurs d'IPNS, des extraits de sa réflexion sur le Millevaches.

Si le Plateau de Millevaches se conjugue par ce qu'il n'est pas - il n'est pas une unité administrative, politique, économique (industrielle, artisanale, sylvicole) ou touristique, il ne correspond pas davantage au portrait d'une paysannerie limousine du 19^{ème} siècle telle que l'a décrite Richard Millet. Bien au contraire, loin d'être une *tabula rasa*, c'est sur cette haute table granitique que des esprits frondeurs se mobilisent pour reconstruire un territoire¹. La magnificence des paysages, la richesse des sites culturels attirent le promeneur et le touriste de passage. La reviviscence de ce territoire doit tout autant à des valeurs locales longtemps défendues qu'à ses produits locaux de renommée internationale. Pour saisir ce qui constitue le territoire du Plateau des Millevaches et l'ensemble des transformations qui l'affectent aujourd'hui, force est de revisiter son histoire, les multiples courants de migration et les aspirations des habitants².

Le Plateau de Millevaches, une terre de migrations

Fortement marquée par des migrations pluri-séculaires³, l'identité du Plateau doit beaucoup à ces "premiers travailleurs immigrés", expression chère à Maurice Agulhon, qui menèrent de grandes luttes politiques et sociales, parfois bien loin de leurs terres natales. Cette conscience politique s'ancre dans l'histoire du Plateau, marquée par la libre-pensée du 19^{ème} siècle, les idées de Jaurès, l'émergence d'une paysannerie rouge⁴. Avec la révolution industrielle et les migrations saisonnières des maçons, la personnalité rebelle du Plateau s'affirme.

“ vivre en travaillant, mourir en combattant ”

"De Lyon, les maçons ont rapporté la devise des canuts révoltés de 1834, *vivre en travaillant, mourir en combattant*, devise plusieurs fois relevée dans les rapports de police lors de troubles locaux... Il fut établi un décompte des Limousins arrêtés à Paris après la répression des journées de juin 1848 : 427 dont 309 de l'émigration "maçonnante". Lors des combats de la Commune de Paris, les pertes humaines furent lourdes pour les Creusois"⁵.



C'est également sur le Plateau que s'exprime, en 1944, la force de résistance du maquis de Guingouin. Ces événements historiques sont encore présents dans les mémoires, notamment autour des manifestations organisées par Armand Gatti en 2006 en hommage à Guingouin. L'histoire politique du Plateau revendique plusieurs autres figures locales⁶ dont la destinée a croisé l'histoire de la nation : Henri Nanot⁷, Jehan Mayoux et Martin Nadaud, le plus célèbre des maçons creusois, député social-démocrate en 1849, qui œuvra en faveur des lois sur le droit du travail. Et enfin, Charles Rousseau dont l'engagement politique a impulsé un élan de réflexion et d'action locales dans les années 1970. Aujourd'hui encore, cette impulsion participe pleinement au maintien de l'esprit citoyen qui caractérise les gens du Plateau. Des positions idéologiques partagées autour desquelles se construit une cohésion intellectuelle mue par un faisceau d'énergies et d'ambitions locales attaché au développement du territoire. C'est bien sur le Plateau que l'idéologie se met à l'épreuve du réel, que s'expérimente une pensée alternative : "À l'épreuve du réel, il s'avère qu'une partie des solutions à cette crise passe par des voies locales"⁸.

Migrations et "Esprit des lieux"

Au cours des années 70, de nouveaux résidents s'installent : d'une part des travailleurs turcs et, d'autre part, des néo-ruraux. Rappelons qu'ils ne sont pas les premiers étrangers à gagner les terres limousines car dès les années 1950-60, l'État instaure des aides incitatives à l'installation pour tenter de reconstruire ce territoire enclavé ; ces aides attirent des agriculteurs néerlandais, bretons et normands tant les prix du foncier sont inférieurs à ceux pratiqués dans leurs régions et pays d'origine.

“ il faut qu'il y ait un peuple qui se lève ... ”

Parmi les migrants des années 70, certains militent en faveur d'une politique d'accueil et d'intégration de nouveaux porteurs de projets, notamment au côté de Charles Rousseau qui n'a de cesse d'investir le terrain aux côtés d'élus locaux proches de la mouvance néo-rurale mus par une réflexion citoyenne sur le devenir de ce Plateau : "Ce n'est pas le tout d'avoir des programmes, ce n'est pas le

tout d'avoir des gens qui font des projets, il faut qu'il y ait un peuple qui se lève, il faut qu'il y ait une conscience commune qui se fasse..."⁹.

L'arrivée de nouveaux migrants, dans les années 80, ne résulte pas d'un mouvement massif comme les précédentes vagues de migration, mais est le fait de personnes motivées, actives et œuvrant dans différentes catégories socioprofessionnelles - les installations sur des exploitations agricoles ne sont plus prédominantes comme dans les années 70. Ces primo-arrivants se révèlent très productifs, créateurs d'entreprises, porteurs de projets mis au service de la collectivité. Ils fondent des associations pour fédérer les habitants du Plateau, partager des savoir-faire, des expériences et redynamiser les réseaux d'interconnaissance. Certains intègrent les conseils municipaux, soutenant toutes les initiatives de développement local marqué par un fort engagement. On retrouve cette culture de résistance séculaire dans des pratiques syndicalistes communautaires notamment dans le domaine agricole, autour des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA). C'est au cours des décennies 1970-80 que le développement d'un réseau associatif déjà très actif, conjugué à la détermination d'élus locaux, permet de freiner le déclin démographique et économique.

Depuis peu, quelques migrants diplômés et idéologiquement engagés viennent tenter une expérience de vie à la campagne. L'installation de retraités étrangers croît également, tout comme celle des retraités "retournants" natifs de la commune, souvent demandeurs de reconnaissance, qui tentent d'investir les conseils municipaux - il est vrai que leurs intérêts divergent souvent de ceux défendus par les municipalités, plus soucieuses d'encourager les reprises d'exploitations et de commerces que de l'aménagement de leur commune. Autres "retournants", les enfants nés dans les communautés de migrants installées dans les années 70, qui partent étudier en ville et reviennent vivre sur le Plateau.

Bien que le solde migratoire soit positif pour la période 1982-1990, il ne compense pas systématiquement le solde naturel négatif dû à un fort déséquilibre de la structure par âges de la population¹⁰. Sur les 2.023 personnes comptabilisées pour le canton de Royère, quels que soient leur lieu de naissance et la catégorie socioprofessionnelle à laquelle elles appartiennent, on note que 48,6% d'entre elles sont nées hors du département, ce qui est très important. La part des retraités (31,1% à 40%) par rapport aux actifs avec ou sans emploi (35,7% à 43,9%) est également forte.



Ces vagues d'immigration doivent également à l'esprit des lieux, aux valeurs d'accueil et de résistance comme l'illustrent les nombreuses activités organisées par et pour les gens du Plateau. Rappelons que les mesures prises par le Conseil Régional ont été largement devancées et soutenues par des personnalités fortes et de nombreuses initiatives de collectifs locaux qui ont initié ce mouvement en faisant preuve d'un réel engagement politique en faveur du développement local. C'est ainsi qu'entre 1990-2001, les entreprises nouvellement installées dans la région ont créé 804 emplois salariés - soit une progression de 45% des effectifs des salariés ! Malgré cette hausse remarquable, l'effectif salarié moyen par entreprise artisanale sur le Plateau reste plus faible (1,7%) que sur la région (2,1%). Si le Millevaches a perdu des actifs ayant un emploi (4%) entre 1990-1999, l'artisanat a vu les siens progresser sur la même période (23%). Le Plateau de Millevaches regroupe 10% des entreprises artisanales du Limousin (1.476 entreprises artisanales soit 2.577 salariés) et l'artisanat y représente 26% de la population active, pourcentage supérieur à la moyenne régionale (18,5%).



Encore aujourd'hui, le Plateau apparaît comme un territoire de résistances tant aux politiques libérales, au pessimisme ambiant, au fatalisme qu'aux pensées politiquement correctes. On y milite pour un "mieux-vivre autrement", on manifeste, on pétitionne en faveur du maintien des services publics. On rentre en résistance et organise des débats.

Sur le Plateau, un Parc naturel régional de Millevaches en Limousin

Pour renforcer cet élan de reconstruction du territoire, le projet d'un Parc sur le Plateau de Millevaches est évoqué par la Délégation à l'Aménagement du Territoire à l'Action Régionale (DATAR) dès 1967, date de la création des Parcs naturels régionaux. Les premières ébauches de charte sont élaborées au début des années 1970. De cette réflexion sur le développement de pays naît le Syndicat Mixte de Millevaches en Limousin (SMML)

en 1996, structure interdépartementale, qui se saisit du projet de Parc et parvient à bénéficier du programme européen *Leader* avant même la création du PNR le 22 mai 2004, véritable acte de reconnaissance institutionnelle d'une dynamique locale qui fait exister un vaste territoire à cheval sur 3 départements. Preuve de cette tentation d'écartèlement, 5 projets de pays ont été à l'étude pour la seule zone de Millevaches.

Le territoire du Parc, à cheval sur 5 pays, ne correspond pas à l'unité géomorphologique du Plateau mais à la superficie des 113 communes adhérentes. L'un des axes majeurs de la Charte repose sur les politiques d'accueil et le développement local, et les programmes s'organisent autour de plusieurs thématiques : l'aide à l'installation professionnelle, le maintien des services et commerces de proximité, l'appui aux animations culturelles, l'amélioration de la structuration foncière et la mise en valeur des paysages.

Construction de deux identités culturelles du territoire

Ce rapide portrait du Plateau permet d'identifier les éléments fédérateurs, les marqueurs identitaires, les idéaux autour desquels s'agrègent les dynamiques en faveur de la reconstruction de ce lieu, participant "à faire territoire". Mais cette mise en scène est-elle aussi lisse et univoque que cette esquisse pourrait le suggérer ?

Un patrimoine naturel valorisé touristiquement

Faire la promotion touristique d'un territoire frappé pendant des siècles par un exode massif et aujourd'hui classé en "zone de revitalisation rurale", n'est pas une entreprise aisée. Les plaquettes touristiques consacrées au Limousin vantent la richesse des paysages du Plateau, la variété de ses milieux naturels qui lui ont valu son inscription en "zone de protection spéciale" (ZPS) ; les espèces limousines ovine et bovine, exportées dans le monde entier, y sont rarement évoquées comme produits de terroir sinon en termes gastronomiques.

Des productions artisanales internationalement reconnues

Au-delà de ce patrimoine naturel, l'image touristique du Plateau est essentiellement construite sur l'exploitation traditionnelle de la laine et la production artisanale de la tapisserie de Felletin puis d'Aubusson. La longévité des productions de luxe en tapisserie de basse-lisse est internationalement connue. Le bâti, en tant que marqueur identitaire, est valorisé à travers les savoir-faire des maçons creusois auquel une association rend hommage par le biais de publications et visites programmées tout au long de l'année.

Un patrimoine immatériel, terreau pour la reconstruction du territoire

Loin de se résumer à ces éléments du patrimoine matériel naturel et culturel traditionnel (artisanat d'art, patrimoine bâti), le patrimoine du Plateau inclut des activités culturelles, artistiques (résidences d'artistes, spectacles, expositions, festivals). Ces manifestations sont le fruit d'une dynamique locale qui s'enrichit très largement de l'ailleurs pour produire une culture métissée sans cesse renouvelée. Elles ne se revendiquent ni du folklore, ni de la sauvegarde de la culture locale mais plutôt d'un métissage culturel et d'une tradition qui se réinvente au quotidien et qui se fonde sur des valeurs communes.

Si les éléments du patrimoine matériel sont locale-

ment affichés, l'histoire politique locale a servi de terreau à des valeurs idéologiques (l'esprit d'accueil, de résistance) mises au service de la reconstruction du Plateau. C'est précisément ces idéaux, véritable patrimoine immatériel qui, à travers ces manifestations, participent à nourrir une cohésion intellectuelle mue par des engagements politiques, des positions idéologiques partagées par une bonne partie de la population.

Ainsi le Plateau de Millevaches est un Janus à deux visages. Une première face, donnée à voir au promeneur de passage, est construite sur un patrimoine matériel naturel et culturel, des savoir-faire artisanaux. Revendiquée par une partie de la population, cette mise en scène du territoire est complétée par une seconde face, produite par et aussi pour les habitants, qui ne se donne pas à voir immédiatement bien qu'elle transparaît dans les initiatives locales tant culturelles que sociales. Plus idéologique, elle est façonnée par l'histoire marquée par un esprit de résistance, une tradition d'accueil, une réflexion collective sur la démocratie participative. Ce patrimoine immatériel fermenté localement alimente des actions qui dépassent largement les frontières du Plateau mais participe à la construction sociale permanente du Plateau.

Sophie Bobbé

(1) Pour une réflexion d'ordres sociologique et anthropologique sur la notion de territoire, cf. *Ethnologie française*. - *Territoires en questions*, Pierre Alphonse, Martine Bergues (eds), janv.-mars, 2004.

(2) Cet article est extrait d'une étude menée en 2007 : "Circulations culturelles, nouvelles sociabilités, nouveaux usages du patrimoine. Revisiter les territoires ruraux aujourd'hui" en collaboration avec M. Perrot, C. Boujot, Ministère de la Culture et de la Communication, Dir de l'Architecture et du Patrimoine, Mission à l'Ethnologie.

(3) Marie-France Houdart-Morizot, *Paysans du Limousin*, 1994, Ed. Horvath

(4) Sur le Massif central, on trouve le même découpage sur le plan de la pratique religieuse que sur le plan politique. Le Massif central est divisé : le vote paysan aux élections législatives de janvier 1956 rend la rupture entre l'Est et le Centre conservateurs (Aveyron, Lozère, Cantal, Haute-Loire, Loire, Puy-de-Dôme), et l'ouest votant à gauche (Lot et Limousin). Cf. *Histoire de la France rurale*, Georges Duby, Armand Wallon [dir], Paris, Seuil, tome 4, 1975.

(5) *Ibidem*.

(6) IPNS leur a consacré un dossier spécial "Figures du Limousin rebelle", n°10, 2004.

(7) Auteur de *Scènes de la vie du maquis*. Voir aussi René Rougerie, 1988, Henri Nanot, un amour fou de la liberté, Soumy.

(8) Pierre Maclouf, Xavier Lambours, *Figures du Limousin*, Limoges, Ed Herscher/Lucien Soumy, 1986.

(9) Propos de Charles Rousseau cité par Samuel Deléron, Michel Lulek, Guy Pineau, *Télé Millevaches. La télévision... qui se mêle de ceux qui la regarde*, Ed. Repas, Valence, 2006.

(10) Au cours de cette période, on compte plus de 3.000 arrivants (dont 40% sont célibataires chez les hommes, 25% veuves et près de 20% sont chômeurs), cf. INSEE, *Les plateaux limousins. - Le plateau de Millevaches : les migrations 1982-1990*, novembre 1992.

François Christin

le dernier combat

Ce n'est pas l'énergie qui manque à François Christin. A 87 ans l'ancien agriculteur de Gentioux installé depuis 1949 dans le village de Senoueix, ne vit pas sa retraite comme une mise en sommeil. Après avoir longtemps bataillé dans les syndicats professionnels, le comité d'expansion Mille-vaches en Limousin et bien d'autres structures du plateau, le voilà qui a repris son baton de pèlerin pour défendre, face à l'administration, le pastoralisme dont il s'est fait le vibrant avocat. L'affaire pourrait paraître se réduire à une bête histoire administrative liée à la retraite de son fils Robert. Elle révèle plutôt, selon François Christin, l'ignorance d'une administration qui n'a jamais vraiment compris que le pastoralisme pouvait avoir toute sa place sur le plateau.

Acte 1 : le Groupement pastoral du Haut-Thaurion

Pour comprendre de quoi il s'agit, laissons la plume à François Christin qui nous raconte la naissance du groupement pastoral du Haut-Thaurion.

"Il était une fois, il y a 20 ans déjà, Guy de Lamberterie, de Peyrat la Nonière, maire, élu départemental et régional, militant syndical et associatif actif qui voulait sauver le troupeau de brebis du lycée agricole d'Ahun, troupeau voué à la disparition comme tant d'autres. Guy vient me rencontrer, entre moutons et myrtilles. Il faut trouver un territoire. Il existe, mais comment le mobiliser ? Le porte à porte donne de bons résultats, plus de 20 propriétaires, souvent et surtout forestiers, donnent leur accord : une association foncière est née, selon les règles. Dès lors, avec l'appui de l'administration, dans le cadre associatif, fondé sur les textes régissant le pastoralisme, le groupement pastoral du Haut-Thaurion, sur la commune de Gentioux, peut exister. Il est destiné avant tout aux jeunes éleveurs en quête de terres pour leur installation. Tous les baux sont signés entre les propriétaires et le groupement pastoral (GP). 17 jeunes pourront s'installer ainsi grâce à lui. La réussite dépasse les espérances, le GP devient aussi une structure de réinsertion : une équipe de jeunes répare entre autres les dégâts de la tempête de 1999. Le GP s'ouvre à l'agroforesterie qui vise à l'équilibre vital – sur une même structure – de l'homme, de la forêt, de l'animal, du fourrage. Les adhérents disposent de 500 hectares et de 2000 brebis sans compter vaches et chevaux. Comment ne pas faire la fête ? Ce fut fait, vers le 15 août : c'est la fête du pont romain de Senoueix, la "Pastorale" rassemblant jeunes et vieux, urbains et ruraux, forestiers et paysans, autour d'un site sympa, c'est à dire ouvert, accueillant, libre et chaleureux, à l'image du plateau."

Acte 2 : la retraite de Robert

Début 2007, l'un des éleveurs du GP, Robert Christin, le fils de François, demande à bénéficier de son droit à la retraite. Le problème, c'est que la retraite d'un agriculteur nécessite qu'il puisse prouver que les terres qu'il exploitait ont bien été libérées et qu'il ne les occupe plus – il a juste le droit de conserver ce qu'on appelle une "surface de subsistance" de 6 hectares. Rien de plus facile à démontrer pourrait-on penser. Pourtant la Mutualité

sociale agricole (MSA) ne le comprend pas de cette oreille. Pour prouver que Robert n'exploite plus ses terres, la MSA a besoin d'établir ce qu'on appelle un "relevé d'exploitation" et de vérifier que les baux signés entre l'exploitant (Robert) et les propriétaires ont bien été résiliés. C'est méconnaître la réalité juridique du groupement pastoral. Les baux sont en effet signés entre les propriétaires et le GP, association loi 1901, et pas avec Robert. Ce dernier ne peut donc rien résilier... Ce qui ne colle pas avec les fichiers informatiques de la MSA qui semblent ignorer le cas spécifique du pastoralisme (il est vrai que le GP de Gentioux est unique en son genre en Limousin)... De même la demande de retraite a été faite le 31 janvier 2007 sur papier libre. La mutualité l'exige sur un formulaire imprimé ce qui provoque un mois de délai supplémentaire, ce qui nécessitera de batailler pour faire admettre la première date... C'est ce que François Christin appelle "l'évangile du fichier informatisé" et ce qui provoque sa colère !

"Robert, le berger infatigable souhaite se reposer. Dans le cadre légal du pastoralisme solidaire et durable, le foncier devait passer sans problème à une autre génération... C'était sans compter sur les sagneurs et les sbirettes de la MSA envoyés tout exprès de la citadelle lémoine. Ils s'affairent sur le gibier : le contrôle s'engage, mutualisant surtout l'incompétence, l'incohérence, l'autisme et un égo à nul autre pareil... Le fichier MSA formaté est binaire ; le Code rural impose à la MSA de le compléter, le binaire doit devenir ternaire... Rien d'impossible ! Mais à quoi bon ? Le mouton noir doit disparaître,



unique en son genre en Limousin – préfiguration d'une autre société rurale, géant, il empoisonnerait la vie des informaticiens, détenteurs par définition de la logique, de la vérité, donc du droit ! "

Acte 3 : Devant les juges

François Christin n'est pas du genre à baisser les bras. Même si au bout de deux ans Robert peut enfin percevoir sa retraite, le père sort sa calculette et additionne : la retraite qu'il aurait dû toucher en 2007 + celle qu'il aurait dû toucher en 2008 + les cotisations qu'il n'aurait pas dû payer durant cette période mais qu'il a néanmoins fallu verser : voilà 16 000 € que le père veut récupérer (il y rajoute, sans illusions, 6000 € d'intérêts de retards et de dommages et intérêts). Pour le principe. Sachant bien que les frais de justice risquent d'être supérieurs à la somme qu'il réclame. Le Tribunal des affaires sociales lui donne tort. La cour d'appel abonde. Ne reste que la Cour de cassation que le vaillant retraité n'hésite pas à saisir !

"Le verdict est là, la sentence tombe. Mais au fait, les baux pourris qui auraient dû impérativement être résiliés, qu'en est-il ? Et bien, ils sont toujours là, en pleine santé, sans problème... Que dire alors devant l'effarante stupidité, devant l'aberration, l'incohérence, l'imbecillité érigée en système ? Le temps passe, Robert le berger a vendu terres et bâtiments pour survivre, la solidarité et l'entraide ont fait le reste. Le "vieux François", toujours militant a demandé à être incarcéré à Madame la ministre de la Justice pour outrages à magistrats... Et en se quittant, on se demande si les "Tarnakiens" pourraient avoir raison un jour. Pas sûr, mais ça risque ! "

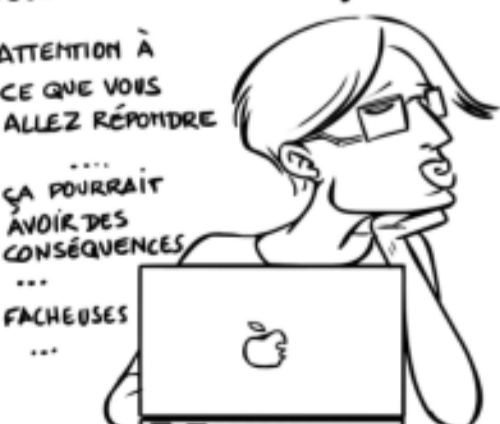
Depuis sa maison de Senoueix, fier et résolu, François Christin attend qu'on lui rende justice.

Les textes en italiques sont de François Christin.

DERNIÈRE QUESTION...
VOUS ÊTES MAC ou PC ?

ATTENTION À
CE QUE VOUS
ALLEZ RÉPONDRE

ÇA POURRAIT
AVOIR DES
CONSÉQUENCES
...
FACHEUSES
...



MSA



Donnons du sens à notre Épargne

Orientons-la pour soutenir une installation agricole



Soutenir une installation agricole porteuse d'une dynamique sociale et d'animation du territoire sur les communes de Vidaillat et Soubrebost aux portes du plateau de Millevaches. C'est ce que vous ferez en investissant dans des parts de la foncière Terre de liens pour acquérir le Masmoutard.

Créé en 1997, et situé à la forêt Belleville – Vidaillat, l'association VASI Jeunes (Valorisation Appui Soutien aux Initiatives de Jeunes) veut permettre à des jeunes et des moins jeunes de se former, d'expérimenter, de tester un projet ou une activité, et de participer au dynamisme du territoire. Pour amplifier son projet, VASI jeunes veut créer une activité économique "permanente" qui puisse être un support pour les personnes accueillies. C'est dans ce cadre qu'Olivier Thouret, en association avec Anne et Jérôme Orvain (agriculteurs déjà installés en vaches limousines sur la commune de Vidaillat), s'installe sur un projet agricole en chèvres/transformation fromagère, poules pondeuses et porcs. Le tout en agriculture biologique. Pour que cette installation puisse se faire, il est nécessaire d'acquérir un logement, des terres et du bâti agricole. Nous avons saisi l'opportunité de la vente du Masmoutard à Soubrebost, situé à 3 km de VASI Jeunes. Le Masmoutard, c'est une maison d'habitation, du bâti agricole, un gîte, 3 ha de terres agricoles et 0,5 ha de bois. L'acquisition de l'habitation est faite par la famille Thouret. La partie agricole (gîte, bâti agricole, 3,5 ha) sera achetée par la foncière Terre de liens. Pour que l'achat puisse se faire, il faut trouver

l'équivalent de 130.000 euros de souscriptions, dont 100.000 € avant le 10 juillet. Nous n'avons jamais été aussi prêts du but, car nous avons déjà l'équivalent de 70.000 euros de souscripteurs. Un souscripteur est une personne qui épargne son argent au minimum pour une durée de 5 ans en achetant une ou plusieurs parts de la foncière Terre de liens (100 € par part) pour l'achat du Masmoutard. Les parts ne sont pas rémunérées. Mais pour les personnes imposables, 25 % du montant de la souscription est déductible des impôts. Cela signifie que pour une part de 100 euros achetée, une personne imposable pourra récupérer l'intégralité du montant placé au bout de 5 ans ou plus, et aura une réduction d'impôt de 25 euros par an et par part.

En achetant des parts de la foncière Terres de liens, pour l'achat du Masmoutard, vous donnez sens à votre épargne. En plus d'une installation en agriculture biologique, vous appuyez la dynamique sociale et d'animation du territoire permise par VASI jeunes.

Dès maintenant, vous pouvez souscrire des parts de la foncière Terres de liens en vous connectant sur le site de terre de liens à l'adresse suivante : <http://www.terredeliens.org/spip.php?article326> en n'oubliant pas de spécifier que votre part est destinée en priorité à l'opération intitulée Masmoutard.

Olivier Thouret – courriel : alb-othouret@orange.fr
tel en journée : 05 55 64 94 62 –
en soirée : 05 55 83 03 95
www.defilenreseaux.org/

Terre de liens.

Un des objets de l'association Terres de liens est de faciliter l'accès au foncier à des porteurs de projets agricoles. Cette volonté s'appuie sur des convictions et des constats :

160 ha de terres perdent leur vocation agricole par jour en France. La terre agricole à vocation nourricière devient un bien précieux.

200 fermes disparaissent chaque semaine en France. Ce sont des potentiels d'animation territorial, social, et de production nourricière qui disparaissent.

Des hommes et des femmes voudraient s'installer, mais le coup du foncier et du bâti est une charge trop importante.

C'est pourquoi l'association Terre de liens et la société financière la NEF ont créé en 2006 la foncière Terre de liens, outil d'investissement solidaire. La foncière collecte de l'épargne pour acquérir du foncier et du bâti agricole. Elle loue ensuite ces terres et bâtiments via des baux ruraux environnementaux à des personnes ayant un projet agricole écologiquement et socialement durables. Cela permet de pouvoir s'installer avec moins d'investissements, et garantie le fait que les terres resteront agricoles.

A Meymac, la perle de la chiraquie

ou le mépris des salariés

Des salariés désemparés, méprisés, vivent les derniers jours de l'entreprise du groupe pharmaceutique international Bristol-Myers-Squibb. Ils sont encore une soixantaine. Après ses deux meilleures années de productivité et de rentabilité, à partir du 30 juin le fleuron de l'ambition chiraquienne sur la haute Corrèze ne peut plus produire de médicaments sur le site de Meymac. Mais jusqu'à ce terme la direction exerce une pression de tous les instants sur ce petit reste à qui l'on a proposé des engagements de volontariat. A l'occasion on embauche même des intérimaires ! Ils travaillent d'arrache-pied pour maintenir une activité de fin de production, de liquidation de stocks ou de déménagement en attendant un hypothétique repreneur. Pour cette reprise on retrouve la même arrogance dédaigneuse des dirigeants de l'entreprise. Il n'y a actuellement aucune signature d'un engagement de reprise avec la société pharmaceutique Salem de Sétif en Algérie. Elle était pourtant annoncée comme imminente et à coup de trompette télévisée par les élus locaux, mais c'était l'hiver et avant les élections ! Depuis le chantage continue. La reprise est annoncée pour l'automne et ne concernerait qu'une vingtaine d'emplois dont la majeure partie serait des cadres. Le petit reste



des ex-salariés volontaires est une nouvelle fois grugée. Ils arrivent pour grossir la trentaine de licenciés et découvrir à travers eux une nouvelle forme de l'insultante cupidité du plan social régi par la cellule de reclassement BPI prétendu "conseil en stratégie de changement" et leader européen qui plus est ! Les licenciés du mois d'avril attendent encore la notification de leur indemnité de licenciement. Quand à la quarantaine des salariés qui ont trouvé à se reclasser ou à créer leur emploi, ils y

sont parvenus en dehors des clous du BPI totalement inféodé à la direction des ressources humaines de BMS.

Au comble d'une situation déjà ambiguë et du désarroi des ex-salariés-BMS le journal *La Montagne* dans ses éditions des 20 et 22 mai annonce le retour d'un repreneur oublié. Le groupe auvergnat "3i Nature" spécialiste en compléments alimentaires et en médicaments phytothérapeutiques, se prévaut d'un meilleur projet que Salem. Dans cette sinistre pagaille la direction de BMS, le président du Conseil Général et le préfet de la Corrèze d'une seule et même voix se jurent qu'il n'en est rien et que le projet Salem se poursuit. Décidément tout ce beau monde n'a rien retenu de la leçon d'Epemon et se moque éperdument du droit à l'information pour les salariés de

Meymac aujourd'hui complètement désorientés. En 2009 BMS a fait chanter les 223 salariés de son site francilien en leur promettant un repreneur qui n'est jamais venu. Pour BMS comme pour toute l'industrie mondiale du médicament le profit de la logique financière l'emporte sur le droit et les attentes de leurs salariés et de leurs familles.

Alain Carof

Du chanvre à la fête de l'éco-construction



Une fête à la ferme

Matthieu Meyzeaud, paysan et président de l'association Lo Sanabao, association de producteurs de chanvre du Limousin, ouvre les portes de sa ferme pour organiser cette fête. Une des raisons d'être de cette journée est d'informer les visiteurs et de montrer qu'il est possible de construire avec des matériaux locaux et écologiques. Il s'agit également de proposer des démonstrations permettant à tout un chacun de mettre la main à la pâte et avoir le cas échéant un premier contact avec la matière (chanvre, paille, bois, terre). La fête s'ouvre cette année au thème du jardinage avec au programme une visite de potager et de champs de légumes, des conseils pour faire son compost... Pour petits et grands des activités aussi ludiques qu'instructives seront proposées : une randonnée botanique, la construction de cabane en bois tressé, la confection de marionnettes végétales et d'autres surprises à découvrir le 24 juillet ! Les visiteurs auront la possibilité de se restaurer avec des produits de la ferme et des producteurs alentours et d'entamer cette nuit estivale en musique.

Le samedi 24 Juillet prochain, la deuxième édition de la fête de l'éco-construction et du jardinage se tiendra à nouveau à Rilhac sur la commune de la Croisille sur Briance.



Production de chanvre et valorisation locale : l'association Lo Sanabao

Cette fête de l'éco construction et du jardinage est co-organisée par la Frcivam, (fédération d'associations visant à valoriser l'agriculture et le milieu rural) et l'association Lo Sanabao. Dès 2002, une poignée de paysans ont réfléchi à comment relancer la culture du chanvre en Limousin. Ainsi, en 2005, ils ont créé l'association Lo Sanabao. Dès le départ, la volonté affichée par le groupe de paysans est de produire, transformer et commercialiser des produits localement dans une démarche d'agriculture durable. Ils produisent principalement des matériaux isolants à destination du bâtiment : la fibre de chanvre et la chènevotte, partie ligneuse de la tige. Un des producteurs développe actuellement des savons à base d'huile de chènevis, la graine du chanvre. Le chanvre

possède un intérêt agronomique certain dans la rotation des cultures. Entre autres, son système racinaire pivotant puissant, agit sur la structure du sol. L'important développement du système aérien assure un couvert végétal dense de la parcelle cultivée et empêche le développement des plantes adventices des cultures. La culture du chanvre est pensée comme une source de diversification économique en vue de construire des fermes qui soient le plus possible autonomes et économes.

Jérôme Clavé

Pour toutes informations sur la culture du chanvre ou sur la fête de l'éco construction et du jardinage, n'hésitez pas à contacter l'animateur de l'association Lo Sanabao, Jérôme Clavé, au 05 55 26 07 99 - lo.sanabao@orange.fr.

Festival en Herbe

ou comment Saint-Agnant Près Crocq se met à la musique classique, au jazz et au marché campagnard

Il y en aura pour tout le monde ! Malgré les vents de tempêtes qui soufflent sur la culture, un petit bateau a pris le large pour une singulière aventure. Battant pavillon de l'art et du commerce, il transporte dans ses cales un marché de campagne, avec sur le pont de la musique classique et du jazz, quelques peintures en figure de proue, et un équipage qui grandit au fil des escales... Cap sur Saint-Agnant près Crocq, petit village d'un pays de légendes et de mystères, pour un festival en herbe, dans le vent.

Tout a commencé lors d'une discussion avec Alain Fauriaux durant une des balades de Pays'Sage bien avant l'an 2000 ; "notre idée était de faire une halte peinture au détour d'un chemin à Saint-Agnant" racontent Françoise Palemon, originaire du village et Georges Guigonis, peintres habitant tous deux le bourg. L'idée a suscité rapidement l'inspiration d'autres artistes originaires du pays pour la plupart et qui ont été touchés par le caractère unique de Saint-Agnant, sa petite place comme une scène de théâtre, son église restée intacte.

Un défi a alors été lancé : contribuer à la redynamisation de ce petit village du plateau de Millevaches avec le levier culturel. Notre objectif est notamment de faire travailler les acteurs économiques locaux conformément au souhait de M. Robert Chaussat, le maire du village. En effet, l'art et le commerce sont intimement liés depuis l'antiquité. Nous avons donc commencé avec l'aide des gérants picards du multiservice. Puis, un marché campagnard incluant des bio devrait avoir lieu. Nous venons juste aussi

d'apprendre que le comité des fêtes vient de se recréer pour l'occasion. Un festival et un marché dans un petit village, permet de renouer avec ces fêtes d'antan où l'on pouvait se rencontrer facilement.

Les admirateurs d'arts ne seront pas déçus car le programme est varié, partant du classique, avec des interprètes et compositeurs d'une rare sensibilité, en passant par du jazz New Orleans pour danser, de la chanson française, et des peintures de grande qualité qui invitent au voyage. Cette offre professionnelle qui peut sembler large pour un petit village s'explique par l'importance de se diversifier. De plus, afin d'anticiper les risques, les concerts sont confirmés au fil des financements.

C'est un "festival de crise" créé avec de tous petits moyens puisque les artistes acceptent de jouer gracieusement pour le simple bonheur de partager sauf en cas de bénéfices bien sûr. Certains concerts sont malgré tout payants car les charges demeurent importantes. Cette aventure a d'ailleurs pris l'allure d'une véritable "chasse au trésor" : pour diminuer les coûts, on se rend réciproquement des services (c'est l'objet de notre partenariat avec Pays'Sage concernant la diffusion). D'autre part, il est fait appel au mécénat en parcourant les routes. Nous remercions déjà un mécène qui souhaite rester anonyme.

Deux mois avant, les premières ventes de tickets du récital de piano du 17 juillet 2010 ont déjà commencé et les réservations sont recommandées.



du 14 au 18 juillet 2010
Saint-Agnant près Crocq

Musiques classiques
Jazz, chanson française,
Exposition/vernissage de peinture
Marché de producteur

Informations et réservations dès maintenant
sur www.festivalenherbe.com
et au multiservice de Saint-Agnant près Crocq
Tel. 05.55.66.12.08
dès le 1^{er} juillet, réservations en office
du tourisme.

Sylvain Fernandez

Gestionnaire Festival en Herbe
Première édition du Festival en herbe du 14 juillet au 18 juillet 2010 inclus.
Eglise et Salle des fêtes de Saint-Agnant près Crocq.

Informations et réservations dès maintenant sur www.festivalenherbe.com et au multiservice de Saint-Agnant près Crocq (Tel. 05.55.66.12.08) / dès le 1^{er} juillet réservations en office du tourisme.



Bluegrass et Old time Jazz à Faux-la-Montagne

Du 4 au 7 juillet, trois jours et demi de stage intensif de Bluegrass et Jazz vocal Old time, matin et après-midi. Avis aux amateurs : maîtrise de l'instrument, lecture de grilles, tablatures, étude de standards, jeu en groupe, en solo ou en accompagnement, apéros open-mic, soirées jam-sessions, concerts... Cinq intervenants pour encadrer cette "master class" autour de cinq instruments : guitare flatpick, mandoline, banjo, basse et... voix ! 390 € avec la pension complète, 175 € sans hébergement et repas.

Plus de renseignements :
<http://web.me.com/elmikou> - lesmisfits@orange.fr
 Tel : 06 07 63 69 17.

Musique de l'Inde à Magnat l'Etrange



Pays Sage propose une rencontre originale le **mardi 27 juillet** à partir de 19h à la salle des fêtes de Magnat l'Etrange : une soirée conviviale où chacun apporte à boire ou à manger et qui se terminera à 21h par un concert de musique d'Inde du Nord. Deux instruments pas ordinaires : sitar et tabla, pour découvrir une musique dépayssante avec le Duo Saaj.

En savoir plus : 05 55 67 88 58
www.pays-sage.net

Et si cet été, je passais mes vacances en Limousin et que je filais un coup de main ?

Une idée pas si saugrenue, et certains pourraient même dire "moi aussi, je l'ai fait !", alors pourquoi pas vous ? Depuis maintenant 10 ans, l'association Contrechamps organise chaque première quinzaine d'août un chantier de bénévoles. Cette année, celui-ci aura lieu **du 1er au 15 août** inclus, mais ce chantier n'est pas tout à fait des plus "ordinaires". Ici, à Contrechamps, nous sommes sur un ancien corps de ferme où il y a une ancienne grange à Foin (dont on s'occupe pendant le chantier), une guinguette, une ancienne bâtisse du XVIIIème (dont on va tout prochainement s'occuper). Et juste à côté, il y a la ferme du GAEC Champs Libres qui est en polyculture-élevage en bio-dynamie. Implantée sur le Plateau de Millevaches, Contrechamps participe, avec d'autres, à faire vivre une dynamique culturelle sur le territoire. C'est pour cela que nous aménageons, grâce au chantier de bénévoles, l'ancienne grange à Foin en salle de spectacles.

Le chantier se passe sur les matinées (de 8h à 12h30) et portera sur l'isolation du toit, construction d'un jeu pour enfants, drainage, construction d'une scène amovible. Les après-midi, nous partons à la découverte de ce qui se passe autour de nous (visites de structures alternatives, baignade, échanges de savoirs...).

L'hébergement se fera en camping sur le site. Pour les familles, nous précisons que les enfants sont, bien entendu, les bienvenus et qu'ils resteront sous votre responsabilité (possibilité d'animations et d'organisation avec les autres familles, sur place).

Pour tout renseignement sur le programme plus détaillé et la participation financière, merci de nous contacter à :

Association CONTRECHAMPS,
 Trasrieux - 87460 Saint-Julien le Petit.
 Tél : 05 55 69 13 18
assocontrechamps@wanadoo.fr



Contes et dires de l'aiga

Teresa Canet, conteuse : "Je restaure les contes depuis une petite lurette ! J'y parle des arbres et des bêtes et de tas de choses qui me tiennent à cœur et que je ne saurais dire autrement. Alors cette fois, je fais la foire avec les meilleurs ! Que je choisirai selon l'humeur, exprès pour vous, un petit tri pour les amis ! J'y mettrai un peu d'occitan parce que... je suis tombée dedans ! Mais je m'arrange, ne vous tracassez pas, tout le monde comprend même ceux qu'ont pas la jactance sudiste" Tentés ? Ça se passera le **samedi 31 juillet** à 15h, à la Fontaine Saint-Pierre, sur la commune de La Nouaille, en Creuse. Rendez-vous devant l'église.

Renseignements : Lo Sendaron 05 55 66 02 06

Le monde paysan fait son cinéma à St Marc à Loubaud

Les 6, 7 et 8 août, la commune de St Marc organise son festival de cinéma consacré depuis plusieurs années au monde rural. Pendant trois jours, projections de films alternent avec des moments plus conviviaux autour de grillades ou d'un verre. Cette année on pourra voir (entre autres) "Le Temps des Grâces" de Dominique Marchais, "Solutions locales pour désordre global", le dernier film de Colinne Serreau ou "Enfants des champs" de J.C. Montheil, un film qui a été tourné en Creuse l'année dernière. Egalement au programme un film de B. Mourgues sur les AMAP : "Homo amapiens" et le documentaire d'Alain Dhouailly "Plessage" qui sera suivi d'un débat avec le poète musicien, amoureux des arbres, René Bourdet. Entre les séances vous pourrez vous balader dans le bourg de Saint Marc et découvrir une exposition de la Compagnie Cinéfacto, intitulée "Le petit cinématographe illustré."

Folie ! Les mots

Septième édition pour le festival autour des mots qui se déroule dans le bourg de Faux-la-Montagne. Du dimanche 25 au mardi 27 juillet, trois jours de rencontres et de spectacles. Retenons cette année, une rencontre avec le Malien Moussa Konaté autour de son dernier livre : "L'Afrique Noire est-elle maudite ?" et une autre avec Serge Quadruppani. Romancier dont les écrits s'appuient sur la littérature de genre (roman noir, SF, érotique, etc.), traducteur et directeur d'une collection d'auteurs italiens de romans noirs et autres, Serge Quadruppani racontera comment s'articulent ces activités et pourquoi selon lui, raconter le monde peut aider à le transformer.

Du côté des spectacles, trois étapes (une chaque jour) de "Digitales vagabondes", "conférence" en cinq stations qui traite de tout ce que nous (Stéphanie Barbarou et Laurence Hartenstein) savent d'un voyage qu'elles n'ont pas fait, et "Le jardin, la nuit..." un spectacle avec un trapèze, un piano et de la poésie.

Egalement au programme Herta Müller (prix Nobel de littérature), Georges Brassens et Gaston Couté, une très comique "Veillée funèbre", un Ode à la neige (cirque) et des ateliers d'écriture, de création plastique et de chanson. Le festival se terminera en musique avec Lojik, chanteuse auteur compositeur qui proposera son dernier album "Seconde Nature".

Tout le programme sur <http://folielesmots.free.fr>



Activités naturalistes à Gentioux

Samedi 16 juin à 14h00 après midi

Présentation du programme de recherches sur la gestion des tourbières et visite de la tourbière de Lachaud.

Samedi 03 juillet à 21h30 soirée

Sortie Engoulevent sur la tourbière de Lachaud

Samedi 10 juillet à 14h00 après midi

Sortie à la rencontre des araignées

Pour ces animations, rendez-vous dans le village de Lachaud, commune de Gentioux (23)

Animateur : Fred Lagarde : 05 55 64 54 37
fredlagarde@millevaches.net



Lu et approuvé

C'était écrit comme ça

Didier Jean et Zad habitent en Corrèze à deux pas de Tulle, à Albussac. Ils nous racontent dans leur tout dernier album la vie d'un enfant qui aurait dû être conçu le 9 juin 1944. C'était écrit comme ça... Mais ce jour-là, celui qui aurait dû être son père a croisé une unité de la division Das Reich. Et la vie s'est arrêtée... La narration de l'album alterne entre la terrible réalité de cette journée et l'existence imaginaire de l'enfant qui n'a jamais vu le jour. Aux images tendres et colorées qui illustrent la vie telle qu'elle aurait pu être, s'opposent au fil du livre les pages grises et sépia de l'effroyable tragédie.

Sanfourche

Né le 25 juin 1929 à Bordeaux, décédé le 13 Mars 2010 à Saint-Léonard-de-Noblat. 1940-1945 arrestation de la famille Sanfourche. Arthur Sanfourche, résistant, est fusillé. Jean-Joseph et sa mère trouvent refuge à Limoges. Jean-Joseph Sanfourche a peint depuis l'âge de six ans. Initié très tôt au dessin par son père, il dessine, sculpte, peint, réalise des émaux, des totems et de grandes sérigraphies. A la fin des années 60, il commence même à orner, à sculpter et à assembler des matériaux insolites (silex, os) auxquels il confère des pouvoirs particuliers. Après avoir passé une vingtaine d'années à Paris, il retourne en 1975 dans la région de Limoges et s'installe à Saint-Léonard-de-Noblat. Profondément attaché à sa terre et à ses habitants, il a,

malgré ses nombreux déplacements, toujours gardé une activité intense en Limousin. Son œuvre s'est élaborée en grande partie entre Solignac, Limoges et Saint-Léonard-de-Noblat.

Entre 1980 et 2000, l'audience de Sanfourche s'étend. Il participe à de nombreuses expositions internationales. Citons, en 1990, celle de New-York (Centre Culturel Suisse), présentée sous le titre « Neuve Invention », nom donné à la collection d'œuvres apparentées à l'Art Brut. En France, le Site de la Création Franche, à Bègles, animé par Gérard Sendrey possède de nombreuses œuvres de Sanfourche (émaux, pierres peintes, peintures...).

Source : Tourisme Limoges

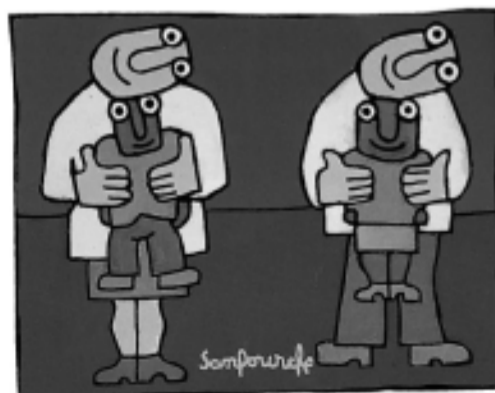


Il faut être souffrant !



Dieu a créé l'Homme à son image. Comme cette création n'est pas une réussite, je me méfie de l'artiste.

Extrait du livre "Les saintes colères de Sanfourche"



Liberté, Liberté, réclamaient les intellectuels repus ! La seule liberté octroyée aux pauvres est celle de crever de faim.

Extrait du livre "Les saintes colères de Sanfourche"



J'ai une perception des couleurs qui est différente des autres. Je fais des peintures que je peux voir. Quand je suis à dix mètres, je vois mes peintures ce qui signifie que vous, vous les voyez très bien.

- Cette acuité visuelle, proche de zéro, fait que j'ai dû aller vers une technique qui m'appartient. Ces grands cernes noirs me permettent de voir mes peintures. Je ne vais pas souvent dans les expositions parce que je ne vois pas les peintures. Je suis affecté de la maladie de Vock, une maladie très rare. En Limousin, je suis le seul. J'ai toujours été exceptionnel même pour les maladies.

- Je ne me suis jamais considéré comme un artiste. Je suis un homme qui fait des choses plus ou moins bien mais je n'aime pas le mot artiste. Il ne me viendrait pas à l'esprit de dire que mon activité c'est d'être un artiste.

- Je peux dire que je suis peintre, peintre en bâtiment si on me le demande. Le boulanger donne du bonheur, le charcutier aussi. Nous sommes des gens qui essayons de donner du bonheur aux autres sans pour cela nous prendre au sérieux.

Le style Sanfourche est difficile à décrire... C'est de se mettre de la peinture sur ses doigts, ses vêtements, son front, ça c'est le style Sanfourche. Le style Sanfourche c'est le bordel dans le lieu où il travaille, mettre un couvercle noir sur un pot rouge et un couvercle rouge sur un pot noir, mais ça fait partie des choses de la vie.

M. Bernard